

les diplômés

Numéro 349

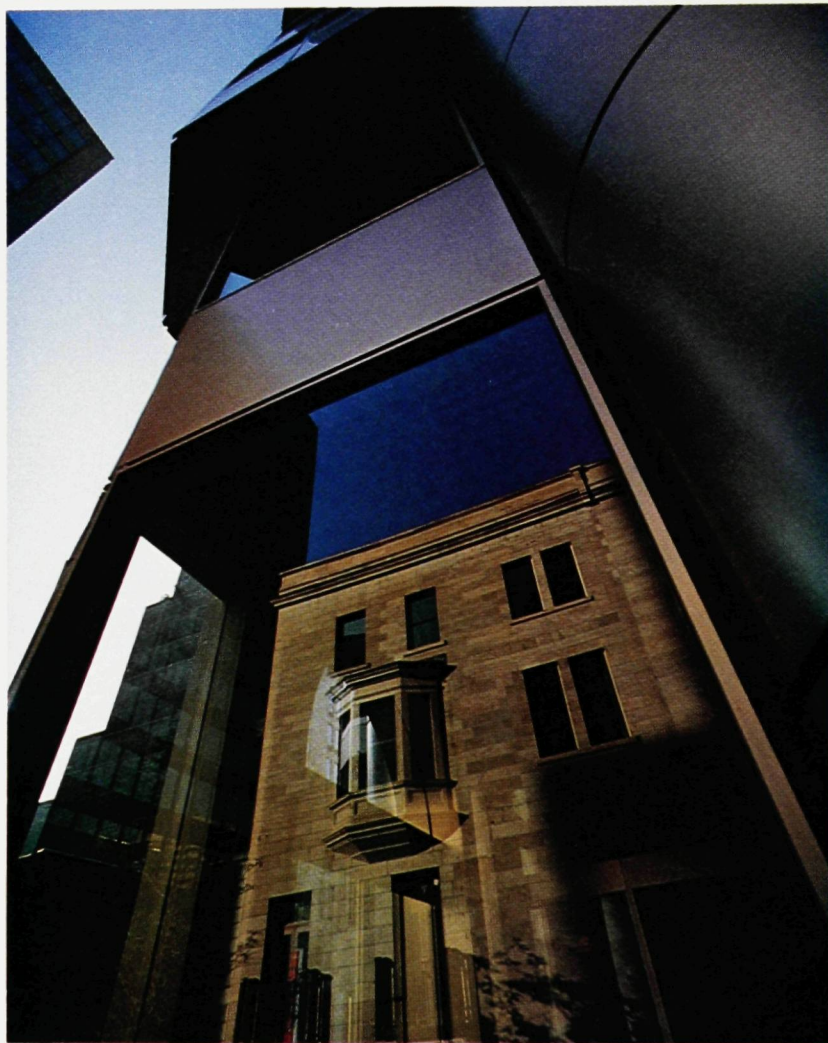
Printemps 1985

La revue des Diplômés de l'Université de Montréal/2,00\$

L'envol international du Québec



Accorder jadis au présent.



Le nouveau siège mondial qu'Alcan vient d'ériger, rue Sherbrooke à Montréal, témoigne de sa volonté d'être à l'avant-garde sans renier pour autant le passé.

L'aluminium se prête à merveille au génie inventif de nos architectes tout en leur permettant de l'harmoniser à des structures anciennes.

Ainsi la ville peut-elle conserver son cachet et manifester à la fois son goût pour l'avenir.

La conservation de notre héritage, c'est aussi un de nos produits.



Sommaire

les diplômés

Conseil d'administration des Diplômés de l'U. de M.

Jean-Claude Lauzon, président
Jean-Claude Villiard, 1^{er} vice-président
Pierre Pouliot, 2^e vice-président
Johanne Cloutier, secrétaire
Pierre Grand'Maison, trésorier
Normand Balthazard, administrateur
Yves G. Breton, administrateur
Marie-Paule Grégoire, administratrice
Roger Larose, administrateur
et représentant de l'U. de M.
François Martin, administrateur
Marie-Andrée Pilon, administratrice
Jean-Paul Rioux, administrateur
Jean-Pierre Roy, président sortant
et administrateur
Claudine Sotiau, administratrice
Secrétaire générale
Carmen Ouimet
**Représentants des diplômés
au Conseil de l'U. de M.**
Pierre Robert
Robert Savoie

La revue des Diplômés de l'Université de Montréal

Numéro 349, printemps 1985
Date de parution: mars 1985

Délégués du Conseil d'administration

Normand Balthazard
Yves Desjardins-Siciliano
Jean-Claude Villiard
Carmen Ouimet, secrétaire générale

Rédacteur en chef

Dominique de Pasquale, Direction
des communications de l'U. de M.

Rédacteur en chef adjoint

Ronald Prigent, Direction des
communications de l'U. de M.

Collaboration

Elaine Caire, Claude Lamarche
Louis-Martin Tard, Yvan Turcotte

Graphisme

Jean-Claude Rousseau, Direction des
communications de l'U. de M.

Photographies

Bernard Lambert, Centre
audiovisuel de l'U. de M.

Impression

Interlitho, Inc.

Publicité

Jean-Maxime Gaudet
Gisèle Bertrand
729-4559

Les auteurs des articles publiés dans
Les Diplômés conservent l'entière
responsabilité de leurs opinions.

Toute reproduction est autorisée à
condition de mentionner la source et les
auteurs.

ISSN 0228-9636

Dépôt légal D-6880028.

Bibliothèque nationale du Québec

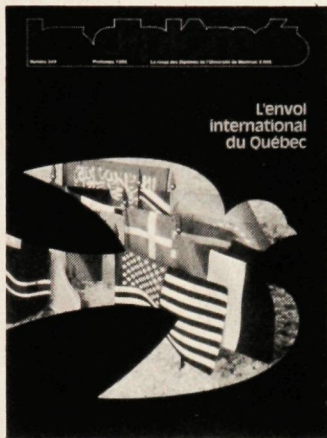
Publiée quatre fois l'an

Tirage: 73 000 (C.C.A.B.)

Siège social

3535, chemin Quén Mary
Bureau 210
Montréal (Québec)
H3V 1H8
(514) 343-6230
Prix d'un numéro: 2\$
Abonnement annuel: 6\$
À l'étranger: 8\$

Courrier de 2^e classe
Enregistrement n° 6545



Avis aux parents

Si votre diplômé ou diplômée n'habite
plus à votre domicile, pourriez-vous
nous faire connaître sa nouvelle adresse
afin que nous lui fassions parvenir un
exemplaire de la revue?

2 Message du président

3 La vie de l'Association

7 Le dossier

8 La bataille du métro de New York

Comment, en douze
mois, Bombardier a réus-
si à arracher le contrat
(québécois) du siècle!
David contre Goliath.

11 Le Québec est au monde!

Les vitres de la serre
chaude québécoise ont
volé en éclats. Maria
Chapdelaine s'est éman-
cipée. Elle veut parcourir
le monde.

14 Cent frontières... sans frontière!

Plusieurs entreprises
québécoises aspirent à
faire une carrière interna-
tionale. Certaines ont
même déjà de beaux suc-
cès derrière elles.

16 Rita Dionne- Marsolais: vivre au coeur de l'action

Depuis neuf mois, le re-
présentant du gouverne-
ment du Québec dans la
capitale du monde est
une femme.

19 Le tour du monde de l'Université de Montréal

L'Université doit être...
universelle! Aujourd'hui,
l'U. de M. entretient des
relations de coopération
avec des universités de
quatre continents.

21 Aide internationale: la performance canadienne

Nous sommes tous émus
par la famine en Éthiopie
ou ailleurs. Soit. Mais,
des bons sentiments aux
réalisations concrètes, la
route est cahoteuse.

24 Le carnet

27 Diplômés- auteurs

28 Vie universitaire

30 La recherche

32 Campagne des années 80

message du président



Le thème de ce numéro porte sur le commerce extérieur, car c'est maintenant l'un des leviers économiques importants accessibles aux hommes d'affaires québécois et canadiens.

Le sujet est vaste et passionnant, d'autant plus que nombreux sont nos membres qui en découvrent l'utilité, la complexité et qui en retirent en même temps une grande satisfaction.

Nous annonçons également dans ce numéro le nom du lauréat du 18^e Mérite annuel des Diplômés de l'Université de Montréal. Le Conseil d'ad-

ministration a reçu plusieurs suggestions en provenance de la base, des directeurs d'école, des doyens de facultés et de plusieurs organismes. Après plusieurs rencontres, le choix du Conseil s'est porté sur monsieur Pierre Goyette, actuellement président et chef de la direction de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal.

Monsieur Goyette a participé activement à la campagne Fierté Montréal et a présidé la Chambre de commerce de Montréal, l'un des organismes qui a su redonner confiance aux hommes et aux femmes qui di-

rigent des entreprises d'ici. Monsieur Goyette a également participé à la création du Centre de commerce mondial de Montréal et il est certes un fervent défenseur de la survie et du développement de nos entreprises.

Nous aurons l'occasion, lors d'un souper gala, de lui remettre le Mérite annuel des Diplômés. Nous sommes fiers de sa contribution à l'économie du Québec et fiers de lui à titre de diplômé de l'Université de Montréal.

Jean-Claude Lauzon
Jean-Claude Lauzon

Retrouvailles

Les premiers diplômés de l'École d'éducation physique de l'Université de Montréal - promotion 1959 - ont fêté leurs retrouvailles en novembre dernier à l'occasion d'un souper fraternel.

Les organisateurs de cette soirée étaient M. Ernest Saint-Michel et M^{me} Claire Charbonneau-Gravel, respectivement président et vice-présidente de cette promotion, ainsi

que messieurs Gérard Comtois et Denis Trudeau.

Le présent directeur du Département d'éducation physique, M. François Péronnet, a profité de cette soirée pour brosser un tableau des activités actuelles du Département.

La fête, qui s'est déroulée à la salle de réception Le Bertin, réunissait 18 diplômées et diplômés sur les 24 promus en 1959.

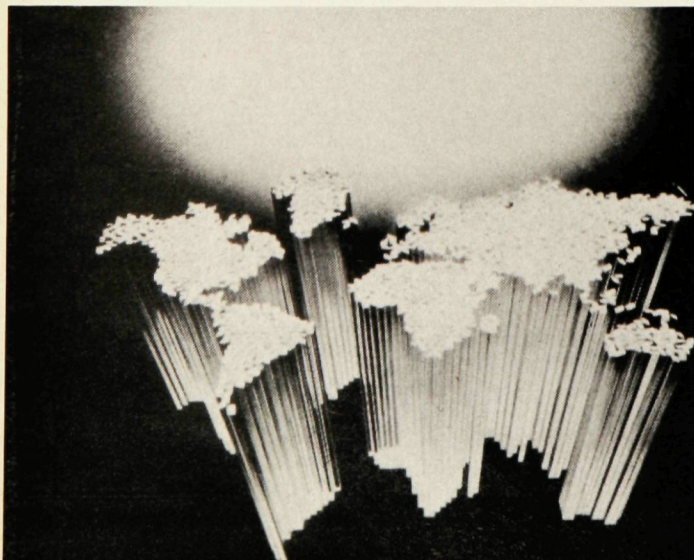
Association de femmes diplômées

L'Association des femmes diplômées des universités, l'AFDU, offre à toutes les femmes qui détiennent un diplôme universitaire la possibilité de se regrouper en vue d'une action concertée et efficace.

L'Association offre des bourses d'études, des subventions aux bibliothèques ainsi qu'un prix de création artistique. Elle organise des tables

rondes, des colloques et des conférences. Elle tient à jour un répertoire de femmes qualifiées. Elle marraine des demandes de subventions de recherche auprès des différents paliers gouvernementaux.

Les intéressées peuvent communiquer avec l'AFDU au 3535, chemin Queen Mary, bureau 210, Montréal, H3V 1H8, 336-1250.



Lavalin International

INGÉNIEURS ET CONSTRUCTEURS

A l'échelle mondiale

Siège social:

1130, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec H3A 2R5

la vie de l'association

Gala du Mérite Annuel

**18^e Mérite annuel
des Diplômés
de l'Université de Montréal**

à
Monsieur Pierre Goyette

H.E.C. 1952
Président et chef de la direction
Banque d'épargne de la cité
et du district de Montréal

Le vendredi 12 avril 1985
à 18:30
au salon ovale
de l'hôtel Ritz Carlton
1228, rue Sherbrooke ouest
à Montréal

Au programme
18:30
Cocktail
19:30
Présentation du 18^e Mérite annuel
des Diplômés de l'Université de Montréal
de 20:15 à 01:00
Dîner dansant
(orchestre de Frank Pavan)

Le gala du Mérite annuel aura lieu
en présence du recteur
de l'Université de Montréal
monsieur Paul Lacoste

Pour réservations, veuillez communiquer
avec le secrétariat de l'Association
au (514) 343-6230

Prix du billet: 75 \$
Tenue de ville



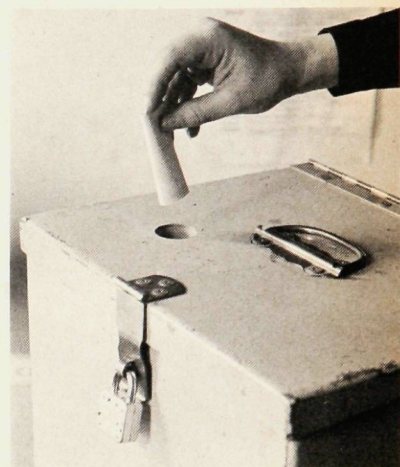
Université de Montréal
Les Diplômés

Élection

Les diplômées et les diplômés intéressés à poser leur candidature à l'un de six (6) postes d'administrateurs vacants au prochain conseil d'administration de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal doivent en informer le comité de mise en candidature de la façon suivante.

Remplir au complet le bulletin de présentation ci-joint et le faire parvenir au:

Secrétariat
Les Diplômés de l'Université
de Montréal
3535, chemin Queen Mary
Bureau 210
Montréal (Québec)
H3V 1H8
avant le 1^{er} avril 1985,
à 16 heures.



Bulletin de présentation

Je, _____ diplômé de la

Faculté _____ Département _____ en 19 _____

Adresse _____

Ville _____

Téléphone _____ Code postal _____

pose ma candidature au poste de membre du Conseil d'administration de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal pour les années 1985-1986 et 1986-1987.

Signature _____

J'appuie cette candidature

M _____

Faculté _____ Département _____ en 19 _____

Adresse _____

Téléphone _____ Code postal _____

Signature _____ Date _____

J'appuie cette candidature

M _____

Faculté _____ Département _____ en 19 _____

Adresse _____

Téléphone _____ Code postal _____

Signature _____ Date _____

la vie de l'association



Avis de convocation

La 50^e Assemblée générale annuelle et Assemblée d'élection des Diplômés de l'Université de Montréal est convoquée le mercredi 17 avril 1985, à 17 heures, au salon Les Courants de l'hôtel Régence Hyatt - Montréal, 777, rue Université.

À l'ordre du jour:

- élection de six membres du Conseil d'administration pour le mandat 1985-1987
- amendement au règlement numéro 9

- choix des vérificateurs pour l'année se terminant le 31 mai 1985
- élection de six membres du Conseil d'administration pour le mandat 1985-1987
- toute autre question qui pourrait être soumise à l'Assemblée.

Le secrétaire,
M^e Johanne Cloutier

24^e Tournoi de golf

des Diplômés de l'Université de Montréal

Le lundi 27 mai 1985
au club de golf Laval-sur-le-Lac

Président d'honneur

M^e Guy Desjardins, droit 1947
de la firme Desjardins, Ducharme, Desjardins et Bourque

Les départs sont prévus de 9 heures à 13 heures 30. Le comité du tournoi complétera les quatuors au besoin.

Le tournoi sera suivi d'un cocktail et d'un dîner au cours duquel aura lieu la remise des trophées aux gagnants et gagnantes.

Le coût est de 85\$ (cocktail et dîner: 45\$). La date limite pour l'inscription est le 17 mai 1985.

Formulaire d'inscription

Tournoi de golf

Heure de départ préférée:

Les membres du quatuor seront:

1	Faculté	Promotion
2	Faculté	Promotion
3	Faculté	Promotion
4	Faculté	Promotion

Cocktail et dîner seulement

Ceux et celles qui désirent participer seulement au cocktail et au dîner doivent réserver.

Nom	Prénom
Faculté	Promotion
Adresse	
Téléphone: (bur.)	(dom.)
Ci-inclus mon chèque au montant de \$	
réservations à 85 \$ (tournoi, cocktail et dîner)	
réservations à 45 \$ (cocktail et dîner seulement)	

Postez ce coupon dûment rempli à:

M^{me} Carmen Ouimet
Les Diplômés de l'Université de Montréal
3535, chemin Queen Mary, bureau 210
Montréal (Québec) H3V 1H8
Tél.: 343-6230

Le courtier d'assurances: **un conseiller de première valeur**



Au moment de vous procurer de l'assurance, vous voulez avoir la certitude d'obtenir la meilleure protection à un juste prix. C'est ici qu'intervient votre courtier d'assurances.

Le courtier d'assurances est avant tout un

guide compétent. Il voit à la mise à jour de vos assurances suivant l'évolution de vos besoins. Et lors d'un sinistre, il surveille vos intérêts auprès des assureurs. C'est un conseiller de première valeur.

L'ASSOCIATION DES COURTIER D'ASSURANCES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Vous avez bien raison!



AES

Au cœur du bureau



Mallette Benoit Boulangier Rondeau & Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

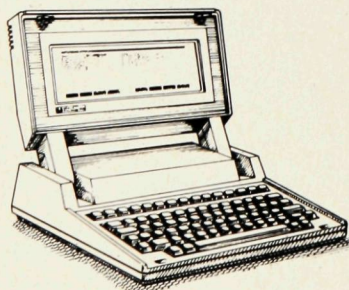
Bureaux dans 15 villes au Québec
Représentation nationale & internationale

Le «Portable»

nouvel ordinateur
portatif de



**Hewlett
Packard**



Le «Portable» ne pèse que 9 livres, et mesure 13 x 10 x 3 pouces. Il possède un écran de 16 lignes x 80 colonnes, opère sur des batteries pendant 16 heures et comprend un modem intégré de 300 baud. En plus d'une mémoire morte de 272 kb, le «Portable» inclut ROM MS-DOS, Lotus 123 et Memomaker.

DATA CENTRE

1120, de Maisonneuve Ouest, Montréal
(514) 285-8836

Ministère de la Science
et de la Technologie

Vous désirez relever
le défi de l'innovation
en participant à un projet de
développement à caractère
scientifique et technologique
dans une entreprise...



- Vous œuvrez dans
une université
ou un cégep...
- Vous êtes professeur
ou chercheur...
- Connaissez-vous
**le programme de soutien
au transfert
de ressources scientifiques
vers l'entreprise?**

(418) 643-3885

Ministère de la Science et de la Technologie
875, Grande-Allee Est, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 4Y8

Québec

Le Groupe Sobeco

100 consultants de disciplines complémentaires
offrant une expertise de haute qualité.

Pouliot, Guérard Inc.

Fraser Watson Actuaries Ltd.

Actuariat et avantages sociaux
Régimes de retraite, assurances collectives
Relevés personnalisés de prestations
Assurances vie et IARD

Multitek Inc.

Services informatiques
Analyse et développement de systèmes
Traitement distribué, inter-actif ou en lots

Sobeco Inc.

Sobeco - Chapman Rémunération Inc.

Gestion de ressources humaines
Rémunération et enquêtes salariales
Organisation et gestion de la productivité
Systèmes informatisés de gestion de personnel

MONTREAL

QUÉBEC

TORONTO

Associés et correspondants au niveau international:
Kwasha Lipton, États-Unis; Duncan C. Fraser & Co.,
Royaume-Uni.

le dossier

«En quête de nouveaux marchés», «vocation internationale», «ouverture au monde»... Si les mots parfois semblent nouveaux, la réalité l'est beaucoup moins. Car d'un point de vue économique, le Québec n'est plus, depuis longtemps, une société fermée.

Mais ce qui a changé, certainement, c'est l'idée que le Québec se fait de lui-même: davantage sensible au pluralisme, à la dimension culturelle des échanges, à la nécessité d'imposer ses produits sur les marchés internationaux. En même temps, le Québec a acquis une foi nouvelle dans son aptitude à rivaliser avec d'autres. Fort de plusieurs succès, il est déterminé à occuper certains créneaux, à force de créativité et d'efficacité.

Nos chefs, comme il se doit, ont suivi les troupes et la volonté politique s'est modifiée. Paris n'est plus la capitale du monde et nos efforts tendent davantage vers d'autres marchés, notamment le marché américain qui nous paraissait démesuré mais où - Bombardier l'a démontré - nous pouvons gagner.

Bien sûr, il ne faut pas non plus nous limiter à une quête trop exclusive, trop mesquine, de rentabilité économique. Les universités, par exemple, participent à un réseau extrêmement riche et fascinant d'échanges scientifiques et humains dont la rentabilité n'est pas toujours évidente, du moins à court terme.

Surtout: le monde ne peut être conçu seulement comme un immense marché. Il ne faut pas oublier que c'est aussi le lieu où 900 00 personnes meurent chaque jour des suites de la malnutrition.



Bombardier décroche le contrat de 1\$ milliard du métro de New York (*Le Devoir*). 1\$ billion pact with N.Y. set by Bombardier (*The Globe and Mail*). Bombardier: le contrat du siècle au Québec (*Finance*). Bombardier's transit deal of century: here's how Quebecer beat the world for subway contract (*The Gazette*).

La nouvelle fait le tour du globe. Bombardier à la «une» de Chicago, de Bruxelles, de Londres. Tokyo, Paris, Berlin, Toronto à l'écoute du Québec. La Pocatière qui se reconnaît à la télévision de New York.

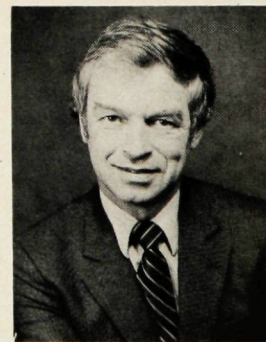
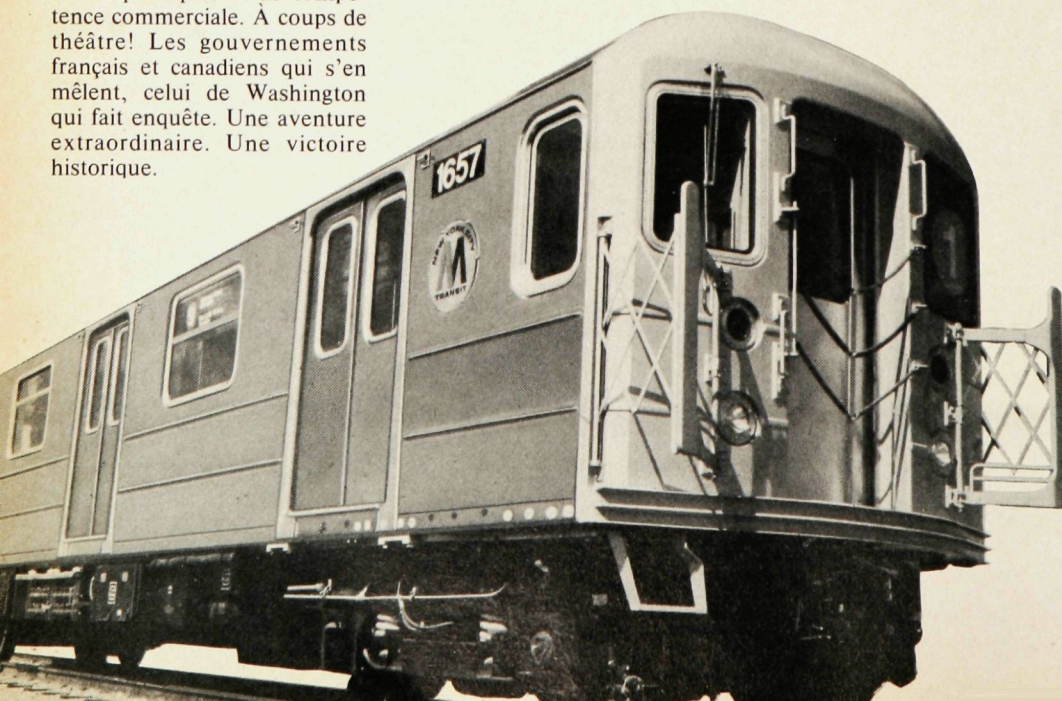
Une lutte à quatre

Un contrat difficilement arraché. Une lutte d'apparence inégale. David qui s'attaque à Goliath. Bombardier qui défie les grands du transport passager sur rails: Budd, la puissante compagnie américaine, à intérêts allemands, l'influente japonaise Kawasaki et le consortium français-belge Franco-rail, le géant européen. Un long combat qui a duré 12 mois. A coups de flair, de tactiques, de décisions heureuses, de gestes audacieux. A coups d'arguments politiques et de compétence commerciale. A coups de théâtre! Les gouvernements français et canadiens qui s'en mêlent, celui de Washington qui fait enquête. Une aventure extraordinaire. Une victoire historique.

La bataille du métro de New York

Comment, en douze mois,
Bombardier a réussi à arracher
le contrat (québécois) du siècle!
David contre Goliath.

Claude Lamarche



Raymond Royer

Décembre 1981. La ville de New York annonce qu'elle doit renouveler la flotte de véhicules de son métro. La Metropolitan Transportation Authority (M.T.A.), par son président M. Richard Ravitch, demande à quatre compagnies de lui présenter un projet: Budd, Kawasaki, Franco-Rail et Bombardier.

Première étape: la crédibilité

Avant de s'engager à présenter sa proposition (démarche qui ne coûte pas moins d'un demi million de dollars),

Bombardier décide d'inviter la M.T.A. à venir visiter ses usines de La Pocatière au Québec et de Barre au Vermont pour juger si elles répondent aux normes techniques. Dan Scannel, premier vice-président et Jack Rogg, responsable de l'équipement, acceptent l'invitation.

«Les usines de La Pocatière et de Barre», de dire Raymond Royer, président du transport et l'un des parrains du projet de New York, «sont bien installées et pourvues d'équipements récemment renouvelés. Nous étions sûrs de notre effet. Nous avions fait l'expérience de ce genre de visite avec les responsables du New Jersey. Ils étaient partis enchantés. Peu après, ils accordaient un contrat d'importance à Bombardier.» À leur tour, les visiteurs de la M.T.A. sont fortement impressionnés: ils ne tarissent pas d'éloges sur la qualité des installations. «La visite s'est faite à un moment propice: nos usines s'appropriaient à compléter les trains de banlieue de l'État du New Jersey.»

La journée même, Bombardier était convoquée à New York par le président de la M.T.A., Richard Ravitch. Le coup de charme avait réussi! Il avait engendré le coup de compétence! On s'était rendu compte que Bombardier savait faire!

Une intuition heureuse

Le contrat de New York est divisé en deux tranches: une première de 325 véhicules et une deuxième de 825. Il sera accordé à la compagnie qui pourra satisfaire le mieux aux quatre exigences suivantes: une technologie adéquate, le meilleur prix, le respect des délais de livraison et la capacité de financer le projet. Les quatre compagnies en liste se disent capables de répondre aux quatre exigences.

Bombardier avait préala-

blement fait des approches auprès de la Société canadienne pour l'expansion des exportations (S.E.E.), pour savoir si elle était prête à financer le projet. «La réponse fut extraordinaire, précise Raymond Royer. La S.E.E. s'engageait à financer le projet et incitait Bombardier à concentrer son énergie à répondre adéquatement aux trois autres exigences.» Ainsi, Bombardier serait dans la course. La compagnie décide alors de poser un geste audacieux.

Elle a l'«intuition» que c'est Kawasaki qui obtiendra la première tranche du contrat. Le groupe japonais a en effet offert des délais de livraison plus rapides. Elle «sait» aussi, par ailleurs, que la compagnie japonaise ne vise que cette première tranche du contrat. «Kawasaki n'était pas intéressée à la tranche des 825 véhicules: elle n'avait reçu de son gouvernement qu'un financement pour couvrir la première tranche du projet; de plus, elle ne pouvait rencontrer les délais exigés par New York pour la deuxième tranche, engagée déjà à satisfaire des commandes locales et étrangères.»

Une offre audacieuse

Bombardier offre alors à Kawasaki d'acheter sa licence de technologie (*know how*) de conception et de fabrication des voitures du métro de New York, c'est-à-dire le droit de faire à son tour les mêmes voitures. Kawasaki accepte la proposition à condition que Bombardier lui paie une royauté de 1,5% sur la valeur de la commande de la deuxième tranche. «C'était une chance à prendre, dit Raymond Royer. Nous pensions que New York serait intéressée à confier la deuxième tranche à une compagnie qui pourrait offrir une flotte en tous points semblables à la première série.» Ni Budd, ni Franco-Rail, qui avaient des technologies efficaces mais différentes de celles de Kawasaki, ne pouvaient répondre à cette exigence.

La M.T.A. accorde à Kawasaki la première tranche du contrat (325 véhicules). La compagnie japonaise se retire de la course pour l'autre tranche de 825 véhicules.

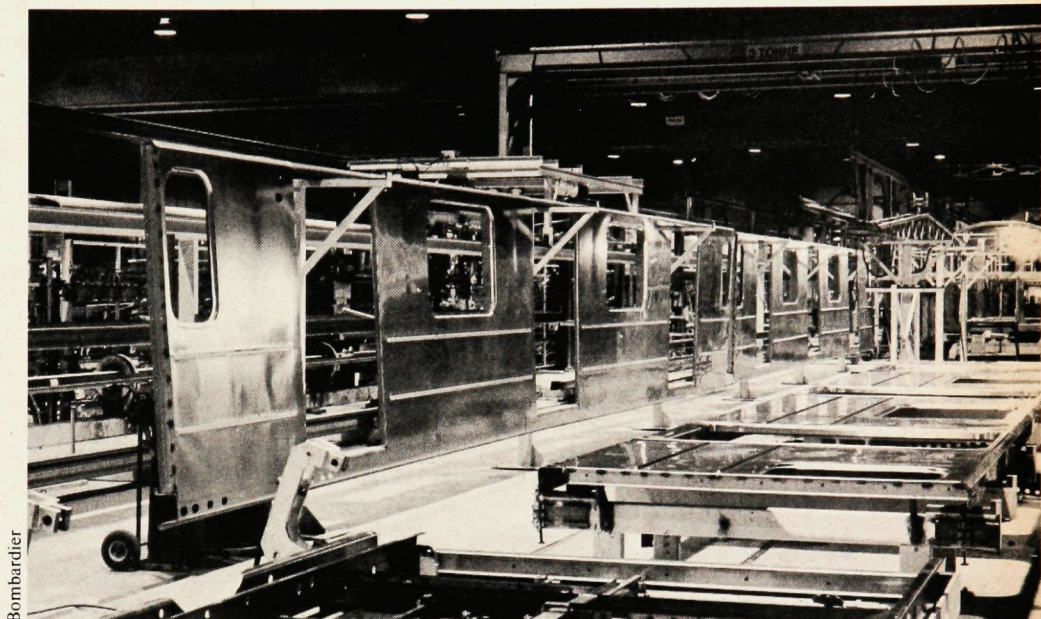
De nouveau, Bombardier se fie à son flair. À son sens des

affaires, à sa diplomatie, à sa connaissance de l'homme et des peuples. À la fierté légitime de l'Américain d'être Américain, au vif plaisir qu'il éprouve à se dire indépendant, capable de tout faire lui-même et de tout produire chez lui.

«Made in U.S.A.»

«C'est en grande partie pour tenir compte de cette dimension humaine que Bombardier a décidé, il y a quelques années, de construire une usine d'assemblage et de finition à Barre, au Vermont. Nous pouvions offrir un produit américain aux Américains. Dans le contrat du métro de New York, 40% du contrat total. Quand on sait que les États-Unis ont le service de transport en commun le plus important au monde, nous ne faisons pas là un mauvais placement. D'autant plus qu'un produit canadien complété aux États-Unis est taxé à 5%, alors qu'un produit complètement canadien exporté aux États-Unis l'est à 11%.»

«Nous avons fait une longue enquête, reprend Raymond Royer, auprès de tous les fournisseurs de l'État de New



York à qui nous pourrions éventuellement offrir des sous-contracts de fourniture de matériel, de pièces, de main-d'oeuvre, de publicité. Une fois l'enquête terminée, Bombardier s'est engagée à avoir un contenu newyorkais de 16% du contrat global. Ni Budd, ni Franco-Rail n'avaient eu cette intuition. L'une et l'autre y ont pensé par après. Il était trop tard. Le 18 mai 1982, la M.T.A. accordait la deuxième tranche du contrat à Bombardier.

La bataille n'était pas encore gagnée. Si Franco-Rail avait accepté la décision et s'était retirée, Budd, la compagnie américaine, n'allait pas laisser filer entre ses doigts un contrat d'une telle envergure au profit d'un concurrent, par surcroît canadien.

Budd proteste

Budd allègue que le gouvernement canadien, dans son financement du projet, n'a pas respecté les ententes internationales relatives au taux d'intérêt (11%). Elle ajoute que ce taux peu élevé (9,7%) est égal à une subvention déguisée accordée à Bombardier.

Le Département du commerce américain fait enquête. Donald T. Regan, secrétaire d'État au Trésor, est chargé du dossier. Il l'examine au complet. Autant l'offre globale de Budd que celle de Bombardier. Au sujet du financement, le gouvernement canadien répond qu'il n'a fait que neutraliser l'offre du gouvernement français. En agissant ainsi, il voulait éviter qu'une industrie commerciale ne soit privée d'un contrat parce qu'un autre gouvernement offrait à ses sociétés des avantages compétitifs qui ne relevaient en rien de la compétence commerciale.

Après étude, Regan tranche et émet le communiqué suivant: dans l'obtention du contrat par Bombardier, le financement n'a pas été déterminant. C'est pour le prix offert,

la qualité de la technique, le respect des délais que la compagnie Bombardier a été jugée meilleure que ses concurrents. Mais Budd ne le prend pas sur ce ton.

La carte nationaliste

Budd «sort» alors la carte nationaliste. L'étranger préféré à l'Américain. L'étranger envahisseur qui cause un tort irréparable à l'industrie locale. La riposte ne se fait pas attendre. «Elle ne vient pas du gouvernement canadien. Ni de Bombardier, d'ajouter Raymond Royer. Elle est formulée par un autre Américain: le gouverneur du Vermont, Richard Snelling.» Une réplique tranchante: Budd n'est pas plus américaine que ne l'est Bombardier; elle est une filiale d'une société allemande, la Augusta Thyssen Hutte!

Le gouverneur Snelling est un politicien écouté. C'est un républicain. Comme l'est Donald T. Regan. C'est aussi le président de l'Assemblée des gouverneurs américains. «De plus, commente Raymond Royer, il a «un faible» pour Bombardier.» Une faiblesse commerciale. Bombardier est l'un des plus importants employeurs de son État. Et la perspective du contrat de New York est une manne qu'il ne faut pas manquer.

La voix du gouverneur Snelling est entendue. Bombardier est sur toutes les lèvres américaines. La presse chante ses mérites. La radio les diffuse. La télévision les fait voir en couleur. Le Vermont est satisfait. New York est contente: elle pourra revêtir la peau neuve qu'elle a choisie. Budd se retire vaincue. Bombardier a gagné. Le 25 novembre 1982, la Société canadienne pour l'expansion des exportations finalise le contrat avec la ville de New York. L'aventure est terminée. Elle a duré 12 mois. De

décembre 1981 à novembre 1982.

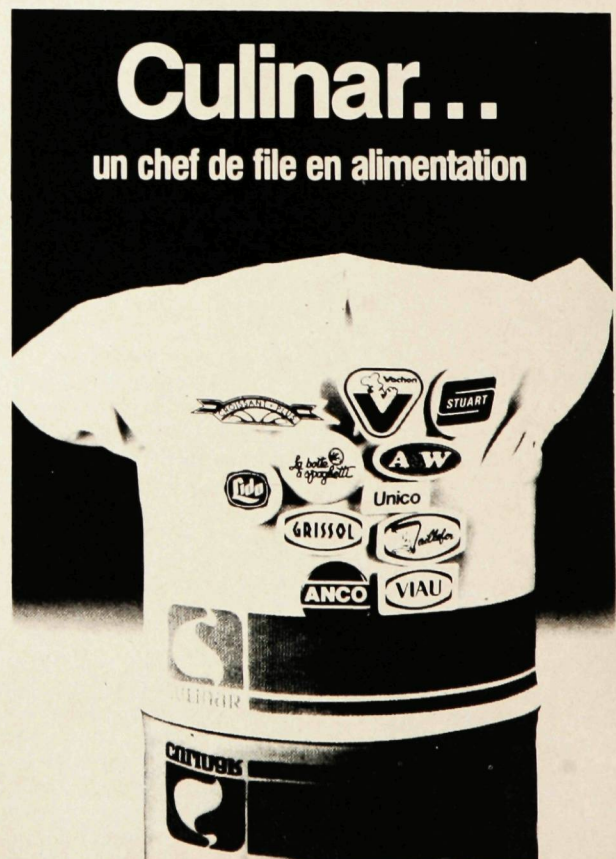
On jubile!

La Pocatière, Valcourt et Barre sont en liesse. La maison-mère Bombardier vient d'obtenir le plus important contrat de fabrication jamais obtenu par une entreprise canadienne. C'est un exploit extraordinaire. «Il faut connaître», dit avec enthousiasme Raymond Royer, «la puissance des concurrents, qui sont sûrement cinq fois plus gros que nous, pour mesurer l'importance de la victoire de Bombardier.» Le «petit» face aux «grands», le «jeune» face à l'«expérimenté», le «petit-jeune» propulsé leader mondial. «Bombardier devient le seul fabricant nord-américain de transport en commun sur rail, qui puisse offrir toute la

gamme des véhicules de transport passager sur rails.»

Il y a de quoi bomber le torse. 15 000 emplois/année canadiens. Une entorse importante au chômage. Des ouvriers, des cadres, des dirigeants animés d'une fierté commune. Québec sur la carte mondiale. Québec, de qui on doit dorénavant tenir compte. Les métros de Montréal, Portland, Chicago, Mexico et de New York. Peut-être ceux de Calgary et de Los Angeles. Et, qui sait? Ceux de Paris, Londres, Tokyo!

Quand on s'est mesuré aux plus grands et qu'on a gagné, quand le goût de la réussite s'installe, quand on est jeune, qu'on a du flair, de l'audace, de la patience et de la compétence... le succès n'a plus de limites. Bombardier a su faire!





Le Québec est au monde!

«**N**ous sommes venus il y a trois cents ans, et nous sommes restés... Ici, toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées, intangibles et qui devront demeurer jusqu'à la fin. De nous-mêmes et de nos destinées, nous n'avons compris clairement que ce devoir-là: persister... nous maintenir... Et nous nous sommes maintenus, peut-être afin que dans plusieurs siècles encore le monde se tourne vers nous et dise: ces gens sont d'une race qui ne sait pas mourir... Au pays de Québec, rien ne doit mourir et rien ne doit changer.»

C'était il y a près de 75 ans. Louis Hémon, un écrivain français venu séjourner au Québec, tirait de ses observations un «récit du Canada français»: *Maria Chapdelaine*. Son roman se termine par cette évocation d'un destin soi-disant exemplaire de la «race» canadienne-française. Pour celle-ci, comme l'écrivait en 1978 Louise Beaudoin, actuelle déléguée générale du Québec à Paris, «le repli sur soi, sur l'agriculture, sous l'aile protectrice du clergé devint, après 1840, une véritable philosophie de la vie.»

Pourtant, bien des choses ont changé au «pays de Québec». Celui-ci génère 40% de son produit intérieur brut grâce à son commerce extérieur. Son gouvernement est représenté dans plus de quinze pays autour

Les vitres de la serre chaude québécoise ont volé en éclats. Maria Chapdelaine s'est émancipée. Elle veut parcourir le monde.

Yvan Turcotte

du monde. Des dizaines de milliers de ses citoyens voyagent chaque année hors de ses frontières pour s'instruire, pour faire des affaires, pour collaborer à des programmes de coopération, pour diffuser la culture québécoise ou, plus simplement, pour connaître le monde.

Une formidable mutation s'est donc enclenchée au Québec quant à ses rapports avec l'étranger. Celle-ci correspond tout à la fois à un vaste mouvement qui a touché le monde moderne dans son ensemble, mais également à une démarche qui a ses racines dans l'évolution historique du Québec.

Un passé missionnaire

Naguère encore, pour bon nombre de Québécois, les rapports avec le monde extérieur se limitaient à la carte de Noël reçue chaque année d'un petit cousin émigré en Nouvelle-Angleterre ou au souvenir d'un parent mort «outre-mer» dans une guerre où les Canadiens français n'avaient, croyait-on, rien à faire.

Et puis, il y avait cette cousine religieuse qui enseignait à l'étranger. Pendant longtemps, rappelle Jacques-Yvan Morin, ancien ministre des Affaires intergouvernementales et professeur de droit international à l'Université de Montréal, l'Église a été notre seule fenêtre sur l'universel. «Nos premiers «délégués» furent les missionnaires qui ont contribué à faire connaître l'existence du Québec, en Afrique et en Amérique latine notamment.»

Sortir de la serre chaude

À compter de la Seconde Guerre mondiale, et plus encore à partir des années 60, une série de facteurs viennent bouleverser cet ordre des choses. L'industrialisation et l'urbanisation croissante du Québec, l'arrivée de milliers d'immigrants, les transformations du contexte mondial de plus en plus marqué par l'interdépendance économique et politique: autant de phénomènes qui contribuent à élargir l'ouverture de

la collectivité québécoise sur le monde.

«Il y a surtout eu, souligne Jacques-Yvan Morin, la révolution dans les communications, ces progrès fulgurants qui permettent de se transporter ou de parler aux antipodes. Nous vivions dans une sorte de serre chaude, une société que l'on faisait pousser en pot, à l'abri des courants froids des idéologies. Nous n'étions pas seuls, d'ailleurs, à avoir cette mentalité. Les Américains ont aussi connu un isolationnisme profond. C'était l'époque.»

«Et puis, un beau jour, toutes les vitres ont volé en éclats, en quelques décennies, parce que le vent des idées est arrivé, grâce aux communications. Le Québec est devenu pluraliste. Il n'est plus à l'abri des grands problèmes mondiaux.»

Vers la coopération

Au tournant des années 60, la modernisation et la laïcisation progressives de la société québécoise, conjuguées au mouvement des indépendances

africaines, vont déterminer un nouveau modèle d'intervention auprès du Tiers-Monde et susciter une nouvelle conscience de la population québécoise à l'égard des questions de développement et de ce qu'on appellera les relations Nord-Sud.

Ghyslain Valade (pédagogie 1969) est directeur d'Oxfam-Québec. Il souligne que «l'idée de créer de nouveaux organismes de coopération, non gouvernementaux et laïcs, est née au sein d'une couche sociale qui a eu accès à un certain niveau d'instruction, qui a bénéficié de la démocratisation de l'enseignement.»

Il s'agissait, poursuit-il, de «gens dans la vingtaine, idéalistes, intellectuels, qui avaient une ouverture sur le monde et qui entrevoyaient des rapports différents entre les nations. À leur retour, les premiers jeunes Québécois qui étaient partis ont contribué à changer les mentalités, à amplifier le mouvement.»

Au cours des années 70, les organismes de ce type vont se multiplier. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale, créée en 1976, en regroupe maintenant trente-deux. Ceux-ci comptent environ 4 000 personnes en poste à l'étranger, dans plus de quatre-vingts pays répartis sur quatre continents. Fait significatif, ils tirent leurs revenus à plus de 50% des contributions du public.

La personnalité internationale du Québec

Toujours à compter du début des années 60, l'État québécois va lui aussi modifier ses rapports face au monde extérieur. C'est ainsi que dès 1961, le gouvernement Lesage ouvre une délégation générale du Québec à Paris, amorçant la création d'un réseau qui compte aujourd'hui au-delà de 25 points de chute à travers le

monde. Dans les années suivantes, le Québec signera des ententes avec la France en matière d'éducation puis de culture; il créera, en 1967, le ministère des Affaires intergouvernementales; il participera à de nombreuses conférences internationales, en particulier dans le cadre de ses rapports avec la francophonie; il participera de même à la création de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones.

Jacques-Yvan Morin indique le sens de ces interventions: «Il s'agissait d'affirmer que le droit du Québec de légiférer dans certains domaines qui lui sont exclusifs entraîne le

droit de prolonger; au plan international, ces compétences.»

La multiplication des intervenants

Au cours du dernier quart de siècle, des organismes québécois de toutes natures en viennent à s'ouvrir à la réalité extérieure.

Les institutions d'enseignement, déjà riches d'une longue tradition d'échange et de collaboration, systématisent leur présence au niveau international. C'est ainsi que l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, l'AUPFLF, est créée en 1961 et établit son siège à Montréal. Dans les années qui

suivent, des dizaines de projets de coopération internationale sont réalisés, très souvent dans le cadre des programmes de l'ACDI. En outre, la présence de nombreux étudiants étrangers dans les institutions québécoises d'enseignement contribue également à sensibiliser la population québécoise aux questions mondiales.

Pendant la même période, les centrales syndicales, le milieu coopératif, les entreprises de presse, des structures municipales et divers organismes culturels ou de loisirs tissent, selon différentes modalités, des liens avec le monde extérieur.

Montée d'une nouvelle classe économique

Daniel Latouche (sciences sociales 1966), professeur de science politique à l'Université McGill, est frappé par cette volonté d'accès d'une multitude d'organismes au plan international. «Avant 1960, si l'on excepte le cas des missionnaires, les relations de la société québécoise avec l'étranger étaient surtout le fait d'individus. Puis, le Québec a connu la mise en place d'un réseau bien intégré de structures de diverses natures. À l'intérieur de ces structures, l'accès au niveau international est considéré comme un instrument de promotion personnelle par certains individus.»

«On a assisté depuis quelques années à la montée d'une nouvelle classe économique francophone. Les membres de cette classe voient dans les activités internationales un créneau où faire valoir leurs avantages spécifiques, leur connaissance des cultures française et américaine par exemple. Ça correspond aussi à une mode, et à une nouvelle fierté des Québécois francophones face à leurs réalisations dans des domaines comme la santé, ou l'électricité.»



Ce phénomène de promotion d'une classe économique montante est particulièrement sensible au niveau du commerce extérieur. Traditionnellement dominé par les grandes entreprises et contrôlé par des intérêts canadiens-anglais

quadrupler ses ventes grâce aux marchés extérieurs. Cela a également eu un impact considérable, en amenant des hommes

Et l'avenir?

Comment cette ouverture québécoise vers le monde

d'émerger de tous ces courants, de toutes ces actions des organismes non gouvernementaux, des entreprises, du gouvernement. Nous allons être témoins d'une accélération de ce processus, ce qui va être l'objet de très fortes tensions entre la société majoritaire anglo-canadienne et la société québécoise francophone. Nous sommes en train peu à peu d'effacer les effets de la Conquête. Nous reprenons l'Histoire là où nous l'avions laissée, en 1760.»

Il insiste sur l'importance de maintenir cette ouverture au monde. «Une société ne pourra demeurer ce qu'elle est qu'en acceptant de se tourner vers l'extérieur, qu'en acceptant d'élargir sa culture. On ne pourra plus être soi-même, demain, qu'en étant ouvert vers les autres, car en connaissant les autres, on se connaît soi-même. Les peuples isolés seront très facilement colonisables.»



ou américains, on y assiste depuis quelques années à une percée des P.M.E.

«Récemment, explique Jacques-Yvan Morin, les Québécois ont découvert l'exportation. Cela a permis à la P.M.E. québécoise de découvrir qu'il y avait moyen de tripler ou de

d'affaires québécois, parfois fort modestes, dans des aéroports du monde entier.»

évoluera-t-elle? Selon Daniel Latouche, «plus le Québec sera souverain dans divers secteurs d'activités, plus il interviendra au niveau international correspondant à ces secteurs.»

Selon Jacques-Yvan Morin, «la personnalité internationale du Québec est en train

L'actualité internationale à notre antenne:

**NORD
SUD**

Un magazine d'information sur la coopération internationale dans les pays en voie de développement animé par André Payette.

Coproduction de Radio-Québec et de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (A.Q.O.C.I.)

Le jeudi à 19h30

Le dimanche à 19h (rediffusion)

L'autre télévision  **Radio Québec**

Montréal
(514) 871-1515
Laval
(514) 668-8910
Longueuil
(514) 670-4270

**Samson
Bélair**

Comptables agréés

**Une
approche
globale
...des
services
intégrés**

**Deloitte
Haskins + Sells**

comptables agréés/Chartered Accountants

**Normandin
Barrière + Courey**

3210, 1 Place Ville Marie
Montréal, Québec H3B 2W3
(514) 861-9311

International est un mot à la mode dans tous les domaines de notre société. C'est toutefois plus qu'une mode. En effet, depuis les années 60, le monde est conjugué au mode international. «L'internationalisme fut un beau rêve», a écrit Jean-Paul Sartre. Mais l'internationalité est une réalité.

Penser à l'exportation de services, de produits, devient de plus en plus impératif, surtout depuis la récession. Agrandir et diversifier ses marchés est un «must» en 1985!

Objectif Monde

Objectif Monde 1985.

Rien de moins pour le slogan de lancement du Gala de l'exportation présidé par le Centre de commerce mondial de Montréal. Cet événement, qui se tiendra le 24 mai prochain, veut prioritairement valoriser l'entrepreneuriat, le courage et la créativité des gens d'affaires québécois qui jouent un rôle social de premier plan en s'attaquant à ce palpitant et rentable défi qu'est l'exportation.

Pour André Vallerand, ex-chargé de cours à l'Université de Montréal et président de ce nouveau Centre de commerce mondial de Montréal, l'année 1984 aura été importante puisque Montréal a fait son entrée dans le fameux réseau des «World Trade Centres». C'est la concrétisation d'un projet caressé depuis plus de dix ans. «Notre vocation économique et future repose, entre autres éléments, sur les technologies nouvelles et sur la vocation internationale de Montréal. Rappelons que ce n'est que vers le milieu du siècle dernier que Montréal est devenue un centre maritime international et que ce n'est que depuis quelques décennies que des firmes telles Bombardier, S.N.C., Alcan, United Aircraft, Bell Entreprise, CEGIR identifient des voies d'avenir en faisant affaire avec d'autres pays industrialisés ou en voie de développement.»

Cent frontières... sans frontières!

Plusieurs entreprises québécoises aspirent à faire une carrière internationale. Certaines ont même déjà de beaux succès derrière elles.

Élaine Caire



André Vallerand

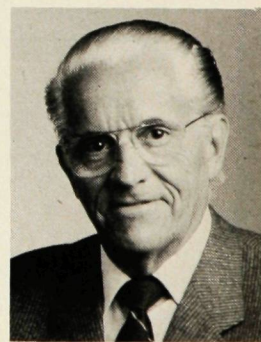
Certes, les divers paliers de gouvernement ont toujours tenté d'encourager les initiatives des compagnies en organisant des missions d'exploration à l'étranger ou en offrant un support financier, par exemple des taux de prêt préférentiels. L'ACDI (Agence canadienne de développement international), la S.E.E. (Société pour l'expansion des exportations), la S.D.I. (Société de développement industriel), les divers ministères de l'industrie et du commerce et leurs sections internationales ont beaucoup contribué aux percées de nos

entreprises sur le marché international.

«Mais Montréal doit se doter d'outils supplémentaires: la possibilité de recourir, ici même, à un système efficace et crédible d'arbitrage international des litiges commerciaux; un corridor commercial de communications par satellites et fibres optiques sur le modèle des «Teleports» de New York, Tokyo, Chicago, Washington; des structures plus accueillantes pour favoriser l'implantation d'entreprises manufacturières organisées selon le modèle des missions mondiales ou des filiales à mandat exclusif. Finalement, face à la montée fulgurante de la pratique de commerce de contre-échange («counter trade»), il semble important de centraliser toutes les compétences dans ce domaine.»

L'aventure de l'ingénierie

«Le Québec est mûr pour une vocation internationale. Outre l'expertise et la compétence, ces nouveaux marchés exigent des intervenants une ouverture d'esprit toute parti-



Camille A. Dagenais

culière à l'autreté économique et culturelle.» Camille A. Dagenais (polytechnique 1946), président du conseil, relate non sans une certaine émotion les balbutiements de la percée internationale du groupe S.N.C. Celle-ci a débuté aux alentours des années 60 par une mission en Amérique du Sud (21 jours, 4 pays, 15 représentants canadiens d'un océan à l'autre) qu'organisait M. Frigon pour le compte du Département de l'industrie et du commerce.

«Nous, les ingénieurs, nous sommes d'éternels optimistes; plus c'est compliqué,

plus on aime ça! Et puis, au cours des années, on a eu de la chance: pas de pertes financières importantes et pas de contrats en Iran! Cette première mission en Amérique du Sud nous a ouvert les yeux sur un marché fort intéressant mais très coûteux à exploiter. L'union fait la force, alors nous nous sommes associés à d'autres entreprises selon diverses formules: filiale, co-entreprise ou consortium. L'ACDI nous a aussi beaucoup aidé. À partir de 1967, notre groupe a couru le monde pour aller à la chasse aux contrats. Aujourd'hui, cent pays ont des aéroports, des raffineries, des barrages, des fonderies, des cimenteries signés S.N.C. Nous avons développé ici au Québec une solide expertise (Manic 5, Baie James, Asbestos, Noranda) et c'est fort de cette compétence que nous avons pu relever des défis à l'étranger.»

«Et puis, il faut être un peu aventurier et très curieux: l'Évangile et le Coran, c'est quand même pas la même chose! Aujourd'hui, quand nos ingénieurs partent pour l'étranger, on les prépare culturellement, moralement et politiquement. Il faut dire aussi que les mentalités ont changé et que les jeunes sont plus ouverts au monde que les anciens.»

«Pour entrer dans les marchés internationaux, il faut du temps, de l'argent et une bonne connaissance du pays où l'on travaillera. Nos concurrents ce sont, outre les Américains, les Japonais, les Allemands, les Français, les Anglais. Alors nous, les Canadiens, il faut nous mettre ensemble. Aujourd'hui, ce qui compte, ce n'est plus exclusivement la compétence de nos ingénieurs. C'est aussi le «management» des contrats et notre capacité de trouver du financement.»

«Les pays en voie de développement ont changé: ils ont de bons bureaux d'ingénieurs

(génies civil, municipal, électrique). Nous, nous agissons surtout au niveau du concept et de la supervision, mais il faudra maintenir notre longueur d'avance sur le plan technique: les domaines des télécommunications, du nucléaire, de l'énergie thermique n'ont plus de secrets pour nous. Nous posons des jalons importants dans des secteurs de pointe comme les systèmes informatiques et la gestion de projet. Aussi retrouve-t-on, au sein du groupe S.N.C. des juristes, des financiers, des administrateurs pour avoir toujours une équipe sur mesure capable de s'adapter au projet.»

Les aléas des finances internationales

Daniel Desjardins (droit



Daniel Desjardins

1977), du bureau d'avocats Godin, Raymond, Hudon et Charest, connaît toute la complexité des négociations de contrats à l'étranger. Ce jeune avocat dans la trentaine est heureux de travailler dans le domaine international. «Nous ne sommes pas légion au Québec. Nous avons ici les compétences mais cela se passe ailleurs: Paris, Tokyo, New York, Londres... Au Canada, nous avons une excellente réputation mais, comme dans bien d'autres domaines, nous ne sommes pas des leaders.»

«Même si le volume des

contrats à l'étranger est moindre, les institutions financières canadiennes participent au financement international. Précisons tout de suite qu'il n'y a aucune connotation d'aide là-dedans. Si certaines institutions financières ou certaines banques font affaire avec les pays du Tiers-Monde, c'est que c'est rentable. Mais ce n'est pas sans complications.»

«Dans les années 70, les banques ont prêté des sommes importantes aux pays en voie de développement. Et puis, il y a eu la récession dans tous les pays mais ce fléau a frappé plus durement le Tiers-Monde. Il est aujourd'hui difficile de se faire rembourser. Les banques font donc désormais partie du problème. C'est ainsi que notre bureau a été appelé à restructurer la dette de Cuba. Il faut alors transiger à plusieurs, les délégués du ministère des Finances, les aviseurs légaux souvent rattachés aux grands cabinets internationaux. Tout cela est passionnant.»

En 1985, conjointement avec d'autres institutions financières, le bureau Godin, Raymond, Hudon et Charest organisera un colloque à Paris concernant certains aspects du commerce international.

Exporter nos services de santé

Dans le domaine de la santé, plus précisément dans celui de l'organisation des services de santé, le Québec peut oeuvrer internationalement. Guy Saint-Onge, vice-président du conseil de SOGEC-Lavalin, rapporte sans prétention que notre système de santé, malgré les tensions patronat-syndicat, est l'un des meilleurs que l'on puisse trouver.

«Les étrangers nous témoignent beaucoup d'admiration. En effet, des experts de l'Arabie saoudite ont été très impressionnés par le fonctionnement de l'hôpital Sacré-

Coeur lors de leur passage en 1983. L'hôpital Sainte-Justine a collaboré à la mise sur pied d'un hôpital pour enfants en Tunisie. Et l'hôpital Royal-Victoria a très bonne réputation auprès des administrateurs d'hôpitaux d'ici et d'ailleurs.»

Aussi, les fondations de ces trois hôpitaux ont-elles décidé d'unir leurs ressources (plus de 1 000 médecins de toutes spécialités, 500 cadres administratifs, 10 000 employés) et ont fondé, conjointement avec la firme d'ingénierie Lavalin, SOGEC-Lavalin.

SOGEC-Lavalin offre la gamme complète des spécialités. Cela va de la néo-natalité à la gériatrie et ce, autant dans le cadre de programmes de soins préventifs que curatifs. «Nous comptons bien avoir des contrats tant du côté de l'Europe



Guy Saint-Onge

que du côté de l'Afrique», poursuit Guy Saint-Onge. L'expérience semble sourire à plusieurs, question de motivation qu'offrent les nouveaux défis, question aussi d'avoir des revenus supplémentaires.

Sans frontières... cent frontières

Tous ces chassés-croisés sans frontières rapportent et rapporteront gros: une expertise professionnelle plus poussée, la création d'emploi dans les pays concernés, une ouverture d'esprit sur le plan culturel et, bien sûr, de gros sous! ■

Janvier 1984. Depuis un peu plus d'un an, Rita Dionne-Marsolais est présidente de Bio-Endo, une P.M.E. qui oeuvre dans un secteur de pointe: la biotechnologie. Soixante-dix employés, trois millions de dollars de ventes annuelles. Elle réfléchit à son avenir.

«À l'université, je m'étais fixé comme objectif d'être président de compagnie à 35 ans. Une fois ce but atteint, j'avais le goût de relever de nouveaux défis.»

En juin 1984, elle entrait dans ses nouvelles fonctions de déléguée générale du Québec à New York. Motivée, entre autres, par le désir de servir les intérêts du Québec. Et enthousiasmée de se retrouver dans la capitale du monde.

La capitale du monde

«New York, c'est la capitale mondiale de tout. De la finance, du commerce, de la politique, des communications. De la culture aussi. C'est d'ici que partent toutes les grandes tendances. C'est ici que se croisent tous les circuits stratégiques d'influence.»

La Maison du Québec, *Quebec Government House*, est située en plein coeur de Manhattan, au Rockefeller Centre. Et Manhattan, c'est le coeur de New York. Une place de choix, au beau milieu de l'action.

Visiblement, Rita Dionne-Marsolais est très à l'aise dans sa nouvelle ville. «Je suis très *compétitive*. Et, à New York, la compétition est terrible. L'avenir, ici, appartient à ceux qui travaillent fort. Moi, j'ai toujours aimé travailler fort. Je suis ce qu'on appelle une *workaholic*, comme la plupart des gens que je rencontre.»

«Presque tout est orienté en fonction du travail. L'image du cadre supérieur qui enfile, très relax, deux ou trois martinis avant de dîner, c'est un mythe. Le midi, il n'a pas le temps de boire, son temps est compté.

Même en mangeant, il travaille!»

Voilà pourquoi, les week-ends, Manhattan est quasi désert, parcouru par les seuls touristes. «Moi aussi, autant que possible, j'essaie de décrocher tout à fait du travail. C'est dans ces moments-là que je m'ennuie du ski!»

Un endroit névralgique

New York City, c'est quelque 10 millions d'habitants. Quatre cents galeries d'art, six grandes salles de con-



Rita Dionne-Marsolais



Rita Dionne-Marsolais

Vivre au coeur de l'action

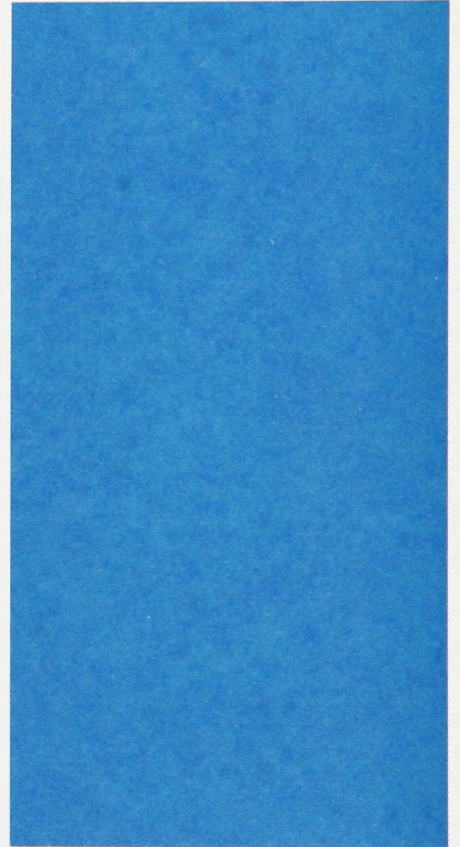
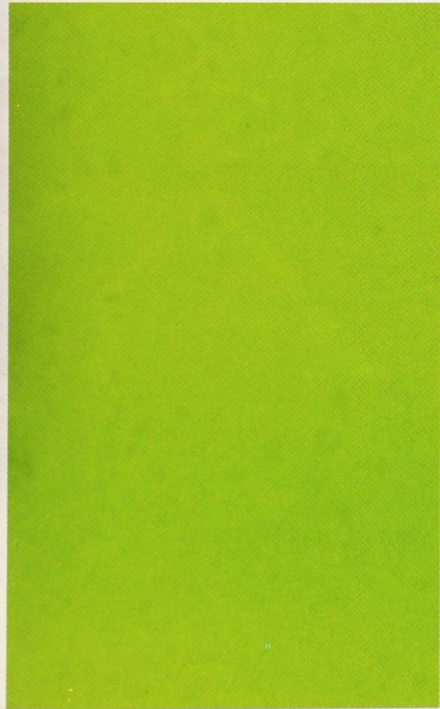
Ronald Prigent

Depuis neuf mois, le représentant du gouvernement du Québec dans la capitale du monde est une femme.

Un nouveau médicament ne surgit pas spontanément. Il faut énormément de recherche et de travail pour le découvrir, le fabriquer et en évaluer l'efficacité. Il y a dix ans, les cinq principaux médicaments d'ordonnance que l'on connaît aujourd'hui n'existaient pas encore et dans moins d'une décennie, plusieurs des médicaments les plus utilisés main-

Sans la recherche, c'est le vide...

tenant seront déjà remplacés par d'autres plus efficaces. Les progrès de la pharmacothérapie ont grandement contribué à la qualité des soins au Canada. La recherche pharmaceutique a donc une importance prépondérante dans le maintien de la santé chez nous. C'est ce qui fait la fierté de Merck Frosst, chef de file dans le domaine de la recherche pharmaceutique.



MERCK FROSST CANADA INC.

KIRKLAND, QUEBEC

La recherche d'aujourd'hui au service de la thérapeutique de demain

Le Québec dans le monde



AFRIQUE

Abidjan

Bureau du Gouvernement du Québec
Boite postale 4104
Abidjan 01
CÔTE-D'IVOIRE
Tél.: 32-20-09
Télex: 983593 (DOMCAN ABIDJAN)

Boston

Délégation du Québec
100, Franklin Street
4th Floor
Boston, Massachusetts 02110
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: (617) 426-2660
Télex: 00940683 (QUEBEC BSN)

Chicago

Délégation du Québec
35 East, Wacker Drive
Suite 2052
Chicago, Illinois 60601
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: (302) 726-0681
Télex: 00254339 (QUEBEC GOV CGO)

AMÉRIQUE DU NORD

Edmonton

Bureau du Québec
Highfield Place Building
10010, 106th Street, 10th floor
Edmonton, Alberta
CANADA T5J 3L8
Tél.: (403) 423-6651
Télex: 03742811 (GOVTQUE EDM)

Moncton

Bureau du Québec
Place de l'Assomption comp. 6005
770, Main Street
Moncton, Nouveau-Brunswick
CANADA E1C 1E7
Tél.: (506) 382-7581
Télex: 0142168 (GOVTQUE MCTN)

Toronto

Bureau du Québec
20, Queen Street West
Suite 1004, Box 13
Toronto, Ontario
CANADA M5H 3S3
Tél.: (416) 977-6060
Télex: 0622071 (GOVTQUE TOR)

Ottawa

Bureau du Québec
112, rue Kent
Pièce 1201 B
Place de Ville (Tour B)
Ottawa, Ontario
CANADA K1P 5P2

Atlanta

Délégation du Québec
Peachtree Center Tower
Suite 1501
230, Peachtree Street N.W.
Atlanta, Georgia 30303
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: (404) 581-0488
Télex: 00542689

New York

Délégation générale du Québec
17 West, 50th Street
Rockefeller Center
New York, New York 10020
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: (212) 397-0200
Télex: 00126405

Washington

Bureau du Québec
1300, 19th Street N.W., Suite 220
Washington D.C. 20036
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél.: (202) 659-8990
Télex: 00892731 (QUEBEC WSH)

AMÉRIQUE LATINE

Buenos Aires

Bureau du Québec
a/s Ambassade du Canada
Casilla De Correo 1598
Buenos Aires
ARGENTINE
Tél.: 329081 (82 à 88)
Télex: 3321383 (AIR CANAD)

Caracas

Délégation du Québec
Edificio ABA, 4e étage
Apartado 2736
Caracas 1010A
VENEZUELA
Tél.: 913831
Télex: 3123491 (ORIVECA)

Mexico

Délégation générale du Québec
Avenida Taine 411
Colonia Bosques De Chapultepec
11580 Mexico D.F.
MEXIQUE
Tél.: 250-8208
Télex: 221776443

Port-au-Prince

Délégation du Québec
B.P. 2243
Port-au-Prince
Haïti, W.I.
Tél.: 5-3102
Télex: 2033490280 (DELGPAP)

ASIE

Hong Kong

Délégation du Québec
Admiralty Center, Tower 1
Suite 1716-1718
18, Harcourt Road
HONG KONG

Tokyo

Délégation du Québec
Sanno Grand Building, Suite 501
14-2 Nagata-Cho-2-Chome
Chiyoda-Ku
Tokyo, JAPON
Tél.: 581-4618
Télex: 7223842 (TOKEBEC)

EUROPE

Bruxelles

Délégation générale du Québec
Avenue des Arts, 46
1040 Bruxelles
BELGIQUE
Tél.: 512-0036
Télex: 4625276 (QUEBRU B)

Düsseldorf

Délégation du Québec
Königsallee 30
Ko-Center
4 Dusseldorf
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
Tél.: 32-0816
Télex: 418587659 (QUED D)

Lisbonne

Bureau du Québec
a/s Ambassade du Canada
14-5 Praça Marquês De Pombal
Lisbonne 1298
PORTUGAL
Tél.: 53-70-38
Télex: 12377 (DOMCAN)

Londres

Délégation générale du Québec
59, Pall Mall

et depuis février 1985 Bogota et Singapour

Londres, ROYAUME-UNI
Tél.: 930-8314
Télex: 51261618

Rome

Délégation du Québec
Corso Trieste, 16
00198 Rome
ITALIE
Tél.: 844-9032
Télex: 623068 (QUEBROI)

Milan

Délégation du Québec
Via Piccinini, 2
20131 Milan
ITALIE
Tél.: 208-204
Télex: 43334163 (QUELANO)

Paris

Délégation générale du Québec
66, rue Pergolèse
Paris 75116
FRANCE
Tél.: 502.14.10
Télex: 42620401 (DELEBEC PARIS)
Services culturels
117, rue du Bac
Paris 75007
FRANCE

Stockholm

Bureau du Québec
Rema Kontorshotel AB
Hantverkargatan 7
Box 22-15
104-22 Stockholm
SUÈDE

Ministère des Relations internationales

Québec



Hydro-Québec invente et développe en vue de préparer l'électrification de demain. Elle assure aussi un service de qualité à ses clients.

*de l'énergie
et du cœur*

L'électrification 

L'OPTION DÉCLIC

STAGE EN MILIEU DE TRAVAIL

«CHEZ NOUS, ÇA MARCHE!»



M. LÉON THIBAUT, Les Camions Pierre Thibault inc.

■ «Lorsque le centre Travail-Québec nous a demandé de prendre des jeunes de l'aide sociale comme stagiaires, on a d'abord hésité. On avait les mêmes préjugés que tout le monde: les jeunes ne veulent pas travailler, ça va ralentir la production, etc...

Finalement, après avoir discuté avec un agent de Travail-Québec, on a tenté l'expérience. On a choisi deux jeunes qui avaient le goût de foncer et on a entrepris de leur apprendre le métier.

Au bout d'un mois, tous nos préjugés avaient disparu. Les jeunes se sont vite habitués à oeuvrer avec les employés de la compagnie et je dois dire qu'ils sont très efficaces.»

Pour en savoir davantage sur l'Option Déclic «Stage en milieu de travail», contactez le centre Travail-Québec ou la Commission de formation professionnelle de votre région.

Partout au Québec des centaines d'entreprises comme celle de M. Thibault font place aux jeunes et contribuent ainsi à préparer leur relèvement. C'est en nous appuyant sur la compétence des jeunes que nous pourrions assurer notre prospérité de demain.

LES OPTIONS DÉCLIC

V'là de l'action!



Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'Oeuvre
et de la Sécurité du revenu

Québec



cert et autant consacrées à la danse. Quatre quotidiens qui tirent à plus d'un million d'exemplaires dont l'un, *U.S.A. Today*, dépasse les quatre millions de copies. Quelque quatre mille associations de tous genres y ont pignon sur rue. Deux cents compagnies américaines actives au Québec y ont installé leur centre de décision.

La délégation générale du Québec à New York est responsable d'un territoire qui couvre huit États américains et la capitale, Washington. Dans le domaine économique, il s'agit d'un point névralgique pour le Québec. «Plus de la moitié des exportations québécoises, en valeur, est destinée à ce territoire qui compte pour vingt pour cent du pouvoir d'achat des États-Unis. Et plus du tiers des visiteurs américains au Québec en proviennent.»

Sa formation d'économiste a bien préparé Rita Dionne-Marsolais à relever le défi. Détentrice d'un baccalauréat en sciences économiques (1970) et d'une maîtrise en économétrie (1972) de l'Université de Montréal, elle a été successivement à l'emploi d'Hydro-Québec et de la Société générale de financement du Québec avant d'accéder à la présidence de Bio-Endo. À Hydro-Québec, elle a été la première femme à occuper le poste d'adjoint au président. À la S.G.F., elle fut vice-présidente, responsable du secteur de la biotechnologie. Chez Bio-Endo, elle s'occupait notamment des relations avec les distributeurs des produits à l'étranger, en Europe, aux États-Unis et au Moyen-Orient.

La passion des affaires

Les affaires l'ont toujours intéressée. «Je viens d'une famille d'industriels. Mes parents m'ont appris très tôt à être indépendante. Je ne suis pas une intellectuelle, j'aime à voir les retombées concrètes des ac-

tions que je pose. Le milieu des affaires est très compétitif. Moi aussi. Une bonne bataille, j'aime ça! J'aime mesurer ma performance à celle des autres!»

Se battre. Gagner. Ou perdre. «J'ai commis des erreurs. J'en commettrai d'autres. J'ai appris autant de mes échecs que de mes succès. Ce n'est pas grave de faire une erreur. Ce qui l'est, c'est de faire la même deux fois!»

Un fief masculin

Rita Dionne-Marsolais prépare actuellement un livre

sur la présence des femmes dans les affaires. Cette présence, en particulier à des niveaux décisionnels, avait l'habitude d'être fort discrète, souligne-t-elle. Tout au plus, certaines femmes pouvaient-elles se targuer d'influencer leur conjoint qui détenait, lui, un poste de commandement.

«Encore aujourd'hui, le monde des affaires est resté fondamentalement masculin. D'être une femme, dans mon cas, ça m'a nui plus souvent que ça m'a aidée. Un gars de plus, un gars de moins, ça ne bouleverse pas grand-chose

dans une entreprise. Mais la venue d'une femme, c'est autre chose!»

Lorsqu'elle fut nommée adjoint au président d'Hydro-Québec, Rita Dionne-Marsolais demanda d'être admise au club Saint-Denis, un endroit très couru pour les rendez-vous d'affaires. Mais le club Saint-Denis n'acceptait pas de femmes parmi ses membres. Cette situation ne changea qu'avec la nomination de Jeanne Sauvé à la fonction de gouverneur-général du Canada. «Le» gouverneur-général est en effet membre d'office du club et on a jugé bon, à cette occasion, de mettre un terme à la tradition exclusivement masculine de l'établissement!

«Depuis une dizaine d'années, la situation a évolué. Je ne crois pas qu'à cette époque, on aurait osé nommer une femme déléguée générale du Québec à New York! Le Québec est un pays jeune, un petit pays aussi. Les femmes ont de meilleures chances d'y percer.»

Les femmes agissent-elles différemment des hommes en affaires? «Les objectifs et les grandes décisions sont les mêmes. Ce qui change surtout ce sont les méthodes de gestion. Les femmes sont beaucoup plus préoccupées de l'environnement humain et social. Elles prennent plus en considération les effets à long terme de leurs décisions. Je crois qu'elles savent mieux motiver les personnes qui travaillent sous leur direction. L'idéal, ce serait d'intégrer les meilleurs aspects des deux méthodes.»

Une avenir prometteur

Pour Rita Dionne-Marsolais, le futur des relations Québec-États-Unis, marqué par une approche plus pragmatique de part et d'autre, s'annonce meilleur que jamais. «Encore aujourd'hui, les Américains connaissent mal le Ca-

Vendre le Québec

Le premier agent commercial du Québec à l'étranger se nommait Hector Fabre. Il s'installa à Paris en 1882. Des postes similaires furent créés à Londres en 1908, puis à Bruxelles en 1915.

Le premier «bureau» du Québec à New York fut établi au début des années 40 par le gouvernement d'Adélard Godbout. Devenu délégation générale, il a aujourd'hui comme mandat de promouvoir les intérêts économiques, culturels et politiques du Québec en plus de s'occuper de tourisme et d'immigration. Il existe, à l'heure actuelle, 28 délégations et bureaux du Québec répartis dans une quinzaine de pays.

Les bienfaits de l'exportation

Pour le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, Bernard Landry (droit 1963), «les échanges avec l'étranger nous permettent de nous mesurer et de découvrir les domaines où nous pouvons être les meilleurs. Ce défi de l'excellence, c'est celui de notre génération, de notre époque.»

Les chiffres démontrent clairement l'importance vitale

des exportations pour la santé économique du Québec. Celles-ci représentent en effet plus de 40 pour cent de notre produit intérieur brut. Plus de 500 000 emplois chez nous en dépendent directement ou indirectement!

20 milliards en jeu

Sur la scène internationale, les États-Unis constituent, et de loin, notre principal partenaire commercial. La valeur des échanges bilatéraux avec notre voisin du sud atteint les 20 milliards de dollars. Les trois-quarts de nos exportations sont absorbées par le marché américain.

«On peut vendre de tout aux États-Unis», déclare Paul Asselin, directeur de l'Amérique du Nord au ministère du Commerce extérieur, dans le numéro de janvier 1985 du bulletin *Commerce extérieur*. «On peut y vendre autant des biens de consommation que des biens industriels. Dans à peu près tous les secteurs industriels, des entreprises québécoises réussissent sur ce marché. D'ailleurs, l'exportation, c'est une nécessité pour des entreprises qui travaillent dans un territoire aussi restreint que le marché québécois.»



nada, et encore moins le Québec. Par exemple, les médias américains ne comptent qu'une poignée de correspondants en poste au Canada.»

Mais la situation va changer, dit-elle. En fait, elle change déjà. L'an dernier, le State Department a rebaptisé son Bureau of European Affairs — qui s'occupait aussi du Canada! — en Bureau of European and Canadian Affairs. En décembre dernier, le premier ministre Lévesque et le gouverneur de l'État de New York, Mario Cuomo, décidaient d'intensifier la coopération entre leurs deux gouvernements dans plusieurs domaines.

Dans la perspective des relations Québec-Canada-États-Unis, la déléguée du Québec se réjouit de la volonté de Brian Mulroney d'établir des relations plus étroites avec les États-Unis. Tout comme elle juge positif l'engagement du nouveau gouvernement conservateur à promouvoir la déréglementation et la coopération fédérale-provinciale et à s'appuyer sur le secteur privé.

Un changement de valeurs

Au Québec aussi, souligne-t-elle avec satisfaction, les choses ont changé. «Il y a une

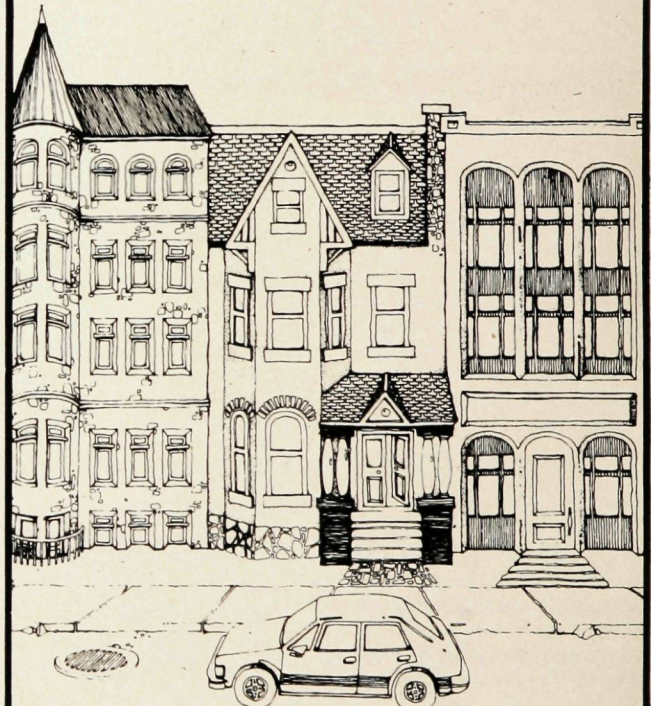
nouvelle attitude vis-à-vis de l'économie et de la technologie. La société québécoise est maintenant bien plus «ouverte» au monde des affaires, à l'entrepreneuriat. De plus en plus, le gouvernement soutient le secteur de l'industrie, du commerce.»

«Les valeurs ont changé au Québec. Nous nous considérons de plus en plus comme des Nord-Américains. L'émergence d'un nouveau groupe de «managers» parmi la génération montante ne me semble pas étrangère à ce phénomène.»

Résultat: le Québec se vend mieux aux États-Unis, surtout depuis que les problèmes relatifs à la langue se sont estompés. «Par exemple, Montréal est maintenant considérée par les consultants en localisation industrielle de la firme Fantus, de Chicago, comme l'un des meilleurs endroits en Amérique du Nord pour investir dans les secteurs de haute technologie.»

«Bien sûr, nous n'avons pas les moyens de rivaliser de puissance avec les Américains. Voilà pourquoi il nous faut faire preuve d'originalité. Si nous parvenons à percer sur le marché américain, ce sera à force de créativité.»

Si vous êtes diplômé de l'Université de Montréal, vous pouvez profiter des avantages que BELAIR met à votre disposition:



- un service de toute première qualité;
- des heures d'accueil pratiques (de 9h à 21h, du lundi au vendredi);
- un vaste réseau de succursales;
- des taux préférentiels pour vous.

Ainsi, quand vous pensez à votre assurance habitation ou automobile, vous avez toutes les raisons du monde de passer nous voir ou de nous téléphoner.

SIÈGE SOCIAL: 5455, rue Saint-André
Montréal (Québec) H2J 4A9
(514) 270-9111

Tout près de vous!



**COMPAGNIE
D'ASSURANCES
BELAIR**

La France demeure, dans le domaine de la coopération comme dans d'autres secteurs de notre vie culturelle, le grand partenaire. Il s'agit là, bien sûr, d'une conséquence de notre histoire en même temps que d'un reflet d'une certaine volonté politique. Mais nos relations avec la France sont de moins en moins exclusives. Récemment, une grande université italienne manifestait son intérêt pour une large entente de coopération avec l'Université de Montréal. Des projets d'ententes avec d'autres pays d'Europe sont à l'étude.

Nous comprenons que notre conception de la coopération doit être approfondie, élargie. Bien entendu, la coopération internationale ne peut se faire de façon échevelée. Sans doute est-il essentiel de se trouver des partenaires d'excellence, mais ces partenaires existent.

En Asie...

Les Chinois par exemple. Tout habitués qu'ils sont à mesurer le temps en siècles, ceux-ci procèdent sans hâte, avec une prudence qui surprend toujours un peu les Nord-Américains, même avertis. Mais l'entente de coopération entre l'Université de Pékin et l'Université de Montréal n'en commence pas moins à donner des résultats convainquants.

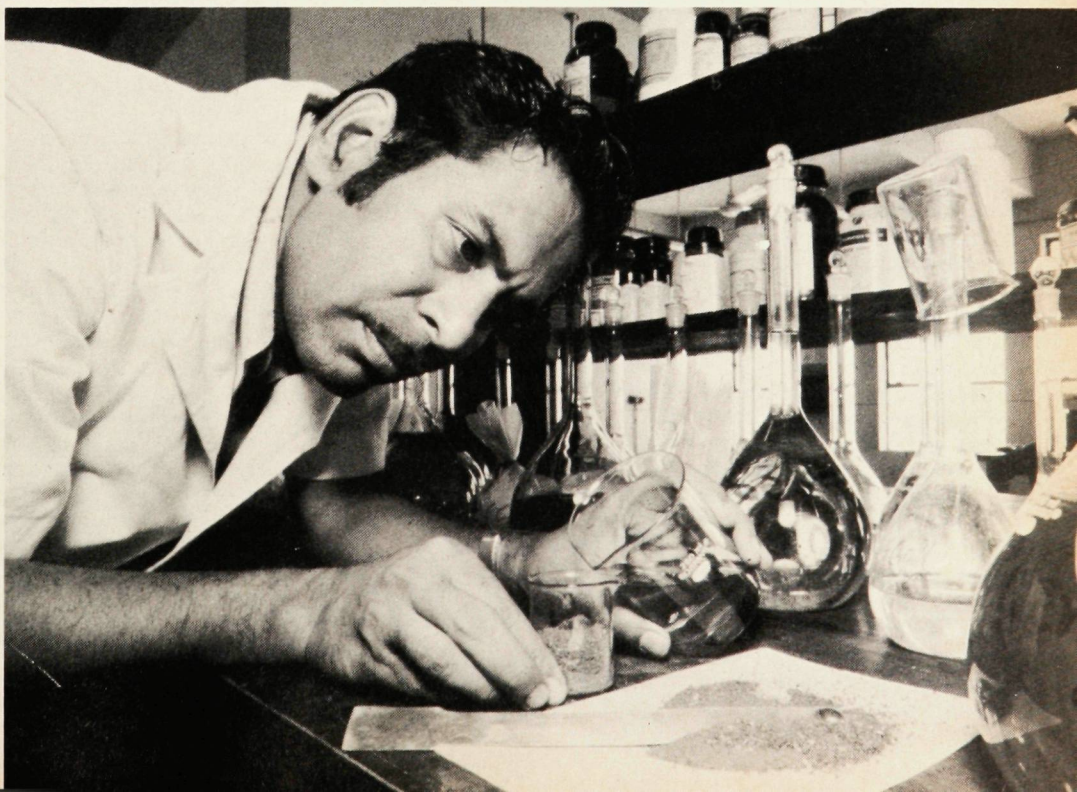
Déjà le professeur Rémi Savard, du Département d'anthropologie, anime un séminaire sur l'histoire des autochtones à la Faculté d'histoire de l'Université de Pékin. Il est aussi en Chine pour amorcer un projet de recherche en Mongolie intérieure.

Une autre étape sera bientôt franchie avec la réalisation, au cours des prochaines années, d'un projet d'entente avec l'Institut de recherche sur les nationalités de l'Académie des sciences de Chine. Ce projet implique le Département

Le tour du monde de l'Université de Montréal

Dominique de Pasquale

L'université doit être... universelle!
Aujourd'hui, l'U. de M. entretient des relations de coopération avec des universités de quatre continents.





d'anthropologie de l'Université de Montréal et notre Groupe de recherche sur l'Asie de l'Est. Il prévoit la formation de jeunes chercheurs chinois, un soutien au développement de la recherche sur les nationalités menée par l'Institut et l'admission à l'Université de Montréal, dès septembre 1985, de chercheurs chinois qui viendront nous transmettre leurs connaissances.

De jeunes chercheurs canadiens en sociologie se rendront ensuite en Chine. On s'attend aussi à la réalisation conjointe de diverses activités scientifiques.

Au moment d'aller sous presse, le recteur Lacoste préparait un voyage en Chine pour signer deux nouvelles ententes, l'une avec l'Université Fudan de Shanghai et l'autre avec l'Université Hangzhou.

En Afrique...

Il arrive que les choses se déroulent plus rapidement. En 1983, des chercheurs de l'Institut d'urbanisme assistaient à une session d'information donnée par la Banque mondiale, comme simples observateurs. Quelques mois plus tard, l'Université de Montréal se lançait officiellement dans la «formation de formateurs».

Un important protocole d'entente était alors signé avec la Banque mondiale en vue de la réalisation de plusieurs projets d'envergure dont une étude de faisabilité, au coût de 300 000\$, sur la mobilisation de ressources à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Burkina Faso (anciennement Haute-Volta) et un séminaire à l'intention de cadres de la gestion des affaires municipales (250 000\$). On espère que l'ACDI se joindra prochainement à cette entente.

En Amérique...

Une vingtaine d'étudiants vénézuéliens s'apprentent à entreprendre un doctorat en

sciences de l'éducation à l'Université de Montréal. Ils viendront en vertu d'une entente avec l'Université Simon Bolívar, entente qui prévoit la formation, au niveau des études supérieures, de diplômés de la Faculté des sciences de l'éducation de cette université sud-américaine.

En fait, le Venezuela, qui est l'un de nos plus importants partenaires économiques, occupe une place de tout premier plan dans notre coopération interuniversitaire, la plus importante après la France.

Bien sûr, en Amérique, nos échanges sont nombreux, incessants, avec les grands centres universitaires des États-Unis. Mais ces échanges sont le plus souvent informels, bien qu'il existe certaines ententes, notamment avec l'Université de Nouvelle-Orléans et l'Université John Hopkins.

Un point tournant

On peut considérer que la coopération en est arrivée à un point tournant à l'Université de Montréal où on en est à se donner, à cet égard, une politique véritable — ce qui n'a jamais été fait, du moins de manière explicite.

Le professeur Lionel Vallée anime depuis peu un bureau de la coopération. Ce bureau, qui dispose de moyens plus que modestes en comparaison de ceux d'autres universités canadiennes ou étrangères, est engagé essentiellement dans les échanges «formels» entre universités, encore qu'il joue

d'une façon générale un rôle d'incitateur, d'animateur.

Avec un personnel réduit (une secrétaire! — «Il y a vingt personnes dans ce secteur à l'Université de Pékin», nous dit Lionel Vallée), le responsable du bureau doit non seulement accomplir sa mission mais encore convaincre beaucoup de gens de l'importance de la coopération internationale. «Même les chercheurs ne sont pas tous convaincus de la nécessité de la coopération», déplore-t-il. «C'est pourtant dans le mandat même de l'Université d'être... universelle!»

«À mon avis, il est inhérent au rôle de l'Université que la connaissance vienne de partout et qu'elle aille partout. La coopération devrait être intégrée aux activités régulières des enseignants et des chercheurs. Bien sûr, on peut choisir d'être un collège de campagne, mais c'est notre recherche et notre enseignement qui vont rétrograder...» Il souligne qu'heureusement, plusieurs croient à la coopération, dont le recteur de l'Université de Montréal.

En aidant, on s'aide

Quand il parle de coopération, Lionel Vallée n'entend pas «aide», mais «échanges». «Il y a une mentalité qui veut que lorsque l'on mentionne l'Amérique du Sud ou l'Afrique, on parle d'aide. On ne réalise pas assez qu'il se fait là des choses importantes». Il rappelle, à titre d'exemple, l'apport de la médecine tropicale en ce qui concerne l'Amazonie et fait allusion aux interviews d'inspiration «pédagogique» au cœur de l'Afrique, qui nous ont permis de retirer beaucoup en idées et en expériences.

«La coopération nous permet de découvrir nos points d'excellence et d'identifier — ailleurs comme chez soi — des besoins auxquels on répondra. En aidant, on s'aide!» ■

Restaurant “LES FILLES DU ROY”



*Un chaleureux retour
aux traditions...*

*Cuisine québécoise
et française*

*Repas d'affaires
Brunch le dimanche
avec musicien*

**415 rue Bonsecours
Vieux-Montréal
849-3535**

stationnement

Aide internationale: la performance canadienne

Louis-Martin Tard

Une mappemonde très colorée, publiée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), montre les divers visages de la terre, fait ressortir deux mondes. Dans le haut, de larges taches de vermillon sur toute l'Europe, y compris l'URSS, les États-Unis et le Canada. C'est le Nord.

On y mange trois fois par jour. L'espérance de vie de chaque citoyen est partout au-dessus de 70 ans (au Canada 75,6). Le taux d'alphabétisation des plus de quinze ans est presque de 100 pour 100. Le pourcentage de mortalité infantile est globalement de 1,2, le produit national brut par habitant dépasse les 10 000\$ US pour les nations fortement industrialisées (au Canada 11 400\$), avoisine les 2 000\$ pour celles qui le sont moins comme le Portugal.

L'autre hémisphère

Dans le bas de la carte, les pays du Sud sont teintés du jaune au vert foncé, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cela veut dire que leurs populations ne peuvent guère espérer vivre au-delà de 70 ans. Gambie: 37 ans, Guinée: 42,2 ans, Angola: 44 ans. Généralement, le taux d'alphabétisation des adultes ne

Nous sommes tous émus par la famine en Éthiopie ou ailleurs. Soit. Mais, des bons sentiments aux réalisations concrètes, la route est cahoteuse.



dépasse pas 50%. Il tombe à 24% au Tchad, au Pakistan, au Népal. Le P.N.B. par habitant, rarement supérieur à 3 500\$ — sauf les États pétroliers — descend sous la barre des 1 000\$ par an dans des pays comme la Bolivie (600\$), Haïti (300\$), le Mali (190\$), l'Éthiopie (140\$). Le taux de mortalité infantile est de 10,2%.

Parmi d'autres indicateurs de pauvreté, l'accroissement de la dette publique. Et le manque d'eau potable, l'une des plaies du Sud. 30 000 personnes meurent quotidiennement, victimes d'eaux contaminées et de mauvaises conditions sanitaires. L'heure est au partage. Pas seulement en Éthiopie.

La faim dans le monde guette actuellement un demi-milliard de personnes. Chaque jour dans le monde, 90 000 personnes meurent directement de faim ou des conséquences de la malnutrition.

La progression du désert

Pierre David (H.E.C. 1976), un des cinq directeurs de l'Afrique francophone à l'ACDI, est particulièrement chargé de l'aide au Sénégal et à la Guinée, deux des pays de la zone du Sahel. Il en revient. Il a vu l'inexorable progression du désert qui, tel un cancer, se multiplie aux dépens des zones fertiles.

«Il y a 10 ans, lors de mes premiers voyages en Afrique sahélienne, l'aéroport de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, était fermé environ 12 jours par an. L'an dernier, il a été hors d'usage pendant 120 jours, à cause des vents de sable. Le débit du fleuve Sénégal n'a plus que le tiers de son volume habituel.»

Pierre David explique comment l'ensablement et les pluies insuffisantes créent la désertification. À ce fléau s'ajoute une population en croissance rapide. Le nombre d'habitants à Ouagadougou (Haute-Volta, devenue le Burkina Faso) a triplé depuis 1961, celui de Niamey (Niger) et de Nouakchott a plus que quadruplé. Les éleveurs nomades migrent vers le sud avec leurs troupeaux. Pour aller vers les points d'eau, ils piétinent les sols difficilement cultivés par les paysans. La consommation de bois, principale source d'énergie pour la cuisson des aliments et le chauffage des demeures (les nuits sont froides dans le Sahel brûlant), ont ravagé les rares forêts et accentué l'emprise du désert.

Tous ces phénomènes imbriqués se traduisent par d'effroyables déficits alimentaires. Comment aider ces pays à se développer afin qu'ils satisfassent aux besoins de leur population?

Une aide multiforme

L'ACDI, souligne Pierre David, a lancé de nombreux

programmes dans le cadre d'accords bilatéraux. Par exemple, au Sénégal, on accorde une assistance aux marins-pêcheurs artisanaux pour la motorisation des pirogues. On leur fournit des avions de surveillance côtière chargés de repérer les gros chalutiers étrangers, pilliers illégaux des zones de pêche sénégalaises. Ces avions sont aussi chargés de recueillir des données scientifiques pour la pêche.

Dans le domaine des accords multilatéraux, l'ACDI s'associe à d'autres pays pour des actions internationales. Toujours au Sénégal, le Canada participe à la construction de deux énormes barrages sur le fleuve Sénégal: l'un, à la frontière du Mali, destiné à régula-

riser le débit du fleuve, l'autre à son embouchure pour empêcher que les eaux salées, qui remontent sur 3 000 kilomètres le cours d'eau, ne continuent à stériliser ses bords.

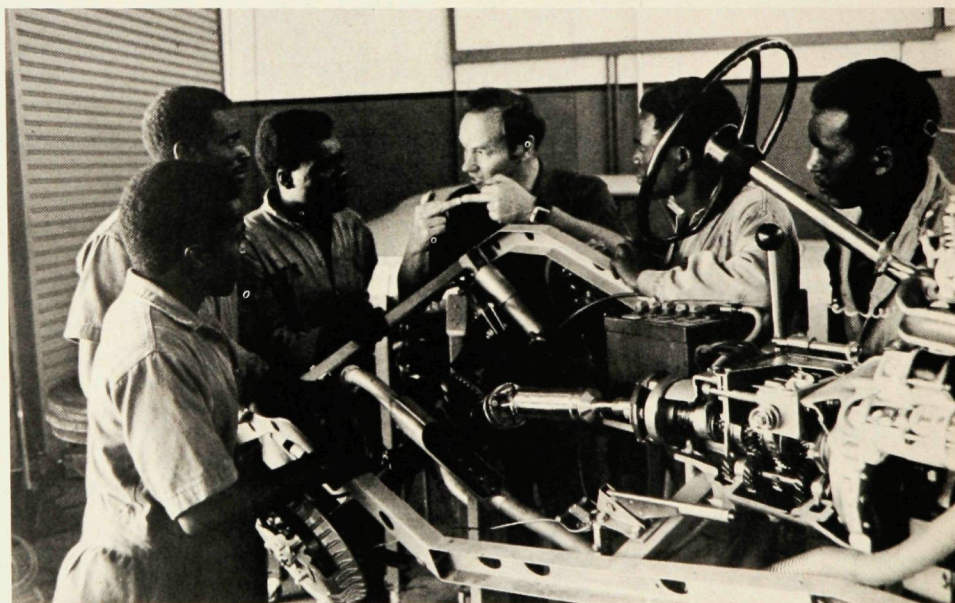
Une partie du budget de l'ACDI va aux subventions à des organisations humanitaires privées du Canada. Elles sont environ 200 à travers tout le pays. Parmi elles, «Développement et paix» ou encore «Les Ailes de l'espérance», un service d'aviation sans but lucratif et non confessionnel qui, avec ses 16 petits avions, au Pérou et bientôt en Bolivie, répond aux appels d'urgence, surtout pour la médecine préventive et les actions communautaires. La direction générale est assurée par Pia Mellilo, qui

prépare une maîtrise en sciences de la gestion aux H.E.C.

Jeunesse Canada Monde

Jacques Hébert (H.E.C. 1945), lui, a fondé Jeunesse Canada Monde. Le sénateur, ancien éditeur, a imaginé des équipes composées de sept jeunes du Canada et de sept participants venant des pays d'échange (sous-continent indien, Afrique noire, Amérique latine, Jamaïque). Ces participants, tous âgés de 17 à 20 ans, font ensemble trois à quatre mois de travail volontaire dans une communauté du Canada et autant dans un pays du Tiers-Monde.

Ces volontaires s'auto-sensibilisent ainsi aux problè-



mes très concrets des zones en développement, oeuvrent ensemble à y apporter des solutions locales. Ils découvrent les pays de l'intérieur, se vouent à y changer quelque chose en se changeant eux-mêmes.

Selon Jacques Hébert, «le Canada, conscience des pays riches, est très bien placé pour ce genre de coopération Nord-Sud. Il n'a pas de passé colonial ni d'ambitions territoriales, n'a pas de multinationales. C'est traditionnellement un pays d'accueil. Les jeunes Canadiens français particulièrement ont la soif de l'action, le goût du voyage, le don pour les langues étrangères et une extraordinaire débrouillardise».

C'est un gars de Jeunesse Canada Monde, natif de Gaspésie qui, au Mali, a inventé un foyer amélioré. Contrairement au feu ouvert traditionnel, il permet d'économiser 75% du bois de chauffage et accroît la sécurité de la maisonnée. Son foyer est peu à peu en train d'être adopté dans les pays du Sahel en manque de combustible.

Oxfam-Québec est une autre de ces organisations qui fait appel à la générosité du public et qui reçoit une subvention de l'ACDI afin, par des actions locales, de lutter contre la grande famine dans le monde. Son directeur général, Ghislain Valade (pédagogie 1969), nous dit: «Nous avons des programmes d'urgence pour faire face à des situations comme celle qui frappe l'Éthiopie ou pour des afflux de réfugiés. En même temps, nous menons des actions à moyen terme auprès de communautés de base surtout en Afrique francophone, en Amérique latine et un peu en Asie. Nos participants sont envoyés dans des stages où ils participent à la production alimentaire, à l'irrigation et à l'éducation des adultes, surtout en matière de santé».

Parmi tous ces programmes en cours, il cite une colla-

boration avec des coopérateurs locaux, en Haïti, pour la création de bassins d'évaporation qui transforment les eaux salines en eaux douces.

Les nouveaux «missionnaires»

Diara Konaté, de Dakar, est actuellement en stage d'études à l'Université de Montréal. Bien avant d'y venir, elle connaissait le Québec par les participants québécois au développement envoyés au Sénégal.

«Chez nous, dit-elle, parmi tous ceux envoyés par tant de pays, c'est avec les Québécois que nous avons la meilleure communication. Leur efficacité souriante, leur désir d'être très proches de la population, en font des coopérants très appréciés, surtout les garçons et filles des organisations non gouvernementales. Ceux-ci, pour un petit salaire, se sont exilés de la confortable Amérique du Nord, sont venus dans mon pays travailler sur le terrain, avec nous».

Partout dans le monde, ces quasi-bénévoles donnent un visage humain à la coopération et au développement. Ce sont les nouveaux «missionnaires» du Québec qui portent l'image d'un pays généreux.

Une aide intéressée?

«L'aide des pays nantis à ceux qui sont défavorisés n'est jamais accordée sans arrière-pensée de retombées, le plus souvent économiques. Le Canada n'échappe pas à cette règle», souligne Bernard Charles, directeur du Département de science politique de l'Université de Montréal. À la préoccupation d'aide aux nations en difficulté, s'ajoute la volonté d'accroître le commerce extérieur — pour notre pays, un moyen d'écouler des stocks excédentaires de céréales et de produits laitiers —; s'ajoute aussi le souci de développer des emplois liés à l'assistance, de

renforcer le prestige international.

Au moins, souligne le professeur Charles, «en favorisant l'aide multilatérale, l'ACDI — elle y consacre un tiers de son budget — montre-t-elle son désir d'appuyer les efforts concertés de développement coordonnés par les organismes internationaux et d'éviter ainsi gaspillages, carences, doubles emplois qui résultent souvent du soutien intéressé».

Le Canada consacre actuellement 0,5% de son P.N.B. à l'aide publique au développement. Il avait prévu pour 1990 d'atteindre 0,7%. Le gouvernement d'Ottawa vient de décider de retarder à 1995 cet objectif. Malgré ce délai, notre pays fait encore bonne figure se situant bien avant les États-Unis, le Japon et l'Italie, mais ne présente

pas la bonne performance des nations scandinaves ou des Pays-Bas.

Faire davantage

«Bien sûr, il y a davantage à faire et nous le ferons», affirme Pierre David. Et n'oublant pas sa qualité de diplômé de l'Université de Montréal, il tient à rappeler à ceux de son *alma mater* qu'individuellement, par leur faculté ou leurs associations, ils pourraient jouer un rôle plus actif dans le développement international.

Tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de l'aide nous l'ont dit: «Aidons et vite, quelles que soient nos motivations. Ceux du Sud, qui attendent notre assistance, ont autant besoin du secours gratuit que de la générosité calculée!»

ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC

LA CROIX BLEUE

Bernard

N'oublie pas de téléphoner à la Croix Bleue avant de partir: 286-8403

Pour moins de 1\$ par jour, tu pourras avoir la tête tranquille pour ton court séjour. Et pour quelques sous de plus, tu auras même un numéro de téléphone en cas d'urgence pour être débarrassé par place.

On n'a pas les moyens d'être malade ou d'amir, un accident à l'étranger. Le "L'ours-tout" de la Croix Bleue, c'est simple comme "bonjour".

Alors, rendez-nous au soleil, comme prévu?

Nicole

ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC

LA CROIX BLEUE

DU QUÉBEC

le carnet

52 M. Pierre Goyette (H.E.C.) a été nommé président du Conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal. M. Goyette est président et chef de la direction de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal.

53 M. Benoît Lachapelle (mathématiques, H.E.C. 1977) s'est joint à la firme Micro-Logic d'applications M.L.A., Inc. à titre d'associé.



Benoît Lachapelle

54 L'Honorable Marc Lalonde (droit), associé au sein du cabinet d'avocats Stikeman, Elliott, a été élu au Conseil d'administration de Steinberg, Inc.

55 M. Paul Major (polytechnique) a été nommé président du Conseil d'administration de l'Institut national de la recherche scientifique. M. Major est vice-président adjoint (exploitation du réseau) pour la région du Québec de Bell Canada.

58 M. J.V. Raymond Cyr (polytechnique), président et chef de la direction de Bell Canada, a été élu au Conseil d'administration de Dominion Textile, Inc.

M. Yvon Lafontaine (polytechnique) a été nommé directeur général (explosifs) du groupe mines et construction de C.I.L., Inc.

61 M. Louis-Paul Nolet (H.E.C.), conseil chez Mallette, Benoît, Boulanger, Rondeau & Associés, a été nommé au Conseil d'administration de Bestar Ltée.

65 M. Normand Lebeau (nutrition), lieutenant-colonel au sein des Forces armées canadiennes, a été nommé directeur des services d'alimentation au quartier-général de la Défense nationale à Ottawa.

M. Robert Panet-Raymond (polytechnique) a été nommé vice-président exécutif du Crédit foncier.

66 M. André J.R. Boudreau (sciences) a été élu président de l'Association de la paralysie cérébrale du Québec, organisme sans but lucratif dont l'objectif est d'aider les 12 000 Québécois et Québécoises atteints de cette maladie à mener une vie «normale».

67 M. Dominique de Pasquale (sciences de l'éducation) a été nommé au Conseil d'administration de Radio-Québec. M. de Pasquale est adjoint au directeur des communications à l'Université de Montréal et rédacteur en chef de la revue *Les Diplômés*.

M^e Raymond Proulx (droit) a été nommé réviseur au Bureau de l'évaluation foncière du Québec.

M^e Anne-Marie Trahan (droit), commissaire à la Commission canadienne des transports, assume maintenant la présidence du Comité des transports par eau.



Anne-Marie Trahan

68 M. l'abbé Michel Dupont (théologie) a été nommé vicaire judiciaire du Tribunal régional de Montréal. L'administration de la justice lui a été confiée dans les causes qui relèvent des diocèses de Montréal, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Nicolet, Valleyfield, Joliet, Saint-Jean et Saint-Jérôme.

M^{me} Madeleine Ouellette-Michalska (lettres) a reçu le prix Molson de l'Académie canadienne française pour son roman *La Maison Trestler*, édité chez Québec/Amérique.

70 M. Jean-Claude Bernheim (sciences biologiques), coordonnateur de l'Office des droits des détenu-e-s, a été réélu, pour un troisième mandat de deux ans, secrétaire chargé des questions carcérales de la Fédération internationale des droits de l'homme.

M^e Bernard Caron (droit), avocat de Laval, a été élu au poste de vice-président exécutif de Riche-lieu International.



Bernard Caron

71 M^{me} Lise Blais-Paques (science informatique) annonce la création de son entreprise: Consultation et recherche informatique. M^{me} Paques réalise actuellement un mandat de consultation en sécurité de l'information à l'Alliance, mutuelle-vie.



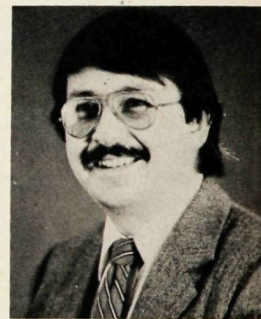
Lise Blais-Paques

M^e Pierre Deniger (droit) a été nommé président et directeur-général de l'Association des brasseurs du Québec.

M^e André B. Desjardins (droit) a été nommé directeur général de la Fondation québécoise du cancer.

72 M^e Jean Barbès (droit) a été élu président de l'Association des avocats de province pour l'exercice 1984-1985. M^e Barbès exerce en pratique privée à Amos.

75 M. Daniel R. Bissonnette (H.E.C.) a été nommé directeur de district du Centre national de courtage financier, Inc.



Daniel R. Bissonnette

M^e Gilles Vinet (droit) a été nommé vice-président (affaires juridiques et gouvernementales) de Télé-Métropole, Inc.

78 M^e Jeffrey Kuhnreich (droit) annonce l'ouverture de son étude de droit sous le nom de Gurman, Kuhnreich, Staviss, Taub.

79 M^e Lionel Alain Dupuis (droit) a terminé son affectation à l'ambassade du Canada au Pérou. Il occupe maintenant le poste de responsable des frontières maritimes et des pêcheries pour le Canada, au Bureau juridique du ministère des Affaires extérieures.

M^e Gisèle Gratton (droit) a été nommée vice-présidente exécutive et directrice générale de l'Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec.



Gisèle Gratton

le carnet

Me Harold Staviss (droit) annonce l'ouverture de son étude de droit sous le nom de Gurman, Kuhnreich, Staviss, Taub.

81 M. Mario Guillemette (informatique) a été nommé directeur régional (conseiller en logiciels, système informatique) à la succursale d'Ottawa de Hewlett-Packard.

Me Robert Gurman (droit) annonce l'ouverture de son étude de droit sous le nom de Gurman, Kuhnreich, Staviss, Taub.

Me Bruce Taub (droit) annonce l'ouverture de son étude de droit sous le nom de Gurman, Kuhnreich, Staviss, Taub.

82 Me Chantal Corriveau (droit) s'est jointe au cabinet d'avocats Aquin, Chénard.



Jean-Marc Grenier

83 Me Jean-Marc Grenier (droit) annonce son association avec Me Yves Fournier pour l'ouverture d'une étude légale à La-Salle, sous le nom de Fournier & Grenier.

Naissance

Née le 29 novembre 1984, Sophie, fille de Lise et Pierre Grand'Maison (polytechnique 1973), vice-président (Opérations) de Plastibeton, Inc. et trésorier des Diplômés de l'Université de Montréal.

Gouvernement du Québec

Suite au remaniement du 20 décembre 1984, les ministres diplômés de l'Université de Montréal au sein du conseil des ministres du Québec sont:

56 L'Honorable Élie Fallu (techniques de l'éducation), ministre délégué aux Relations avec les citoyens et responsable de l'Office des personnes handicapées.

60 L'Honorable Jean-Guy Rodrigue (polytechnique), ministre de l'Énergie et des Ressources.

63 L'Honorable Bernard Landry (droit), ministre des Re-

lations internationales et ministre du Commerce extérieur.

L'Honorable Maurice Martel (pharmacie), ministre du Revenu.

66 L'Honorable Jean-François Bertrand (arts), ministre des Communications (et leader par intérim).

L'Honorable Guy Tardif (criminologie), ministre des Transports.

69 L'Honorable Jacques Brassard (techniques de l'éducation), ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

70 L'Honorable Pierre-Marc Johnson (droit), ministre de la Justice, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

76 L'Honorable Pauline Marois (H.E.C.), ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, vice-présidente du Conseil du trésor.

AU MONTREAL TRUST, LE CLIENT EST TOUJOURS À L'HONNEUR.

Aujourd'hui, vous avez des employés. Demain, vous aurez peut-être des actionnaires à la Bourse. Quelle que soit la taille de votre entreprise, le Montréal Trust est bien placé pour vous offrir des services à la mesure de votre croissance: la gestion de vos caisses de retraite et des régimes d'avantages sociaux, des services de prêts commerciaux et de prêts sur immeubles à revenus. Nous pouvons également vous servir d'agent de transfert, ou de fiduciaire/mandataire pour financement par emprunt. Parlons-en dès maintenant.

Nous vous invitons à appeler Jean-Marie Bérubé, notre vice-président adjoint, au (514) 397-7197; ou Yves Breton, notre vice-président de la Région Est, au (514) 397-7306 (virez les frais s'il y a lieu). Vous verrez qu'à la Division des services aux entreprises du Montréal Trust, nous avons plus que des systèmes informatisés... nous avons un personnel compétent et renseigné, toujours à la disposition des entreprises.

Oui, au Montréal Trust, le client est l'honneur de la maison.



Montréal Trust

Spécialiste des services aux entreprises

AMEUBLEMENT ET ACCESSOIRES DE BUREAU
OFFICE FURNITURE & EQUIPMENT

Tél.: 861-9878



Normand Spécialités INC.

ROSAIRE DESNOYERS PRÉS.

MURIEL HÉNAULT
REPRÉSENTANTE

302 ST-ANTOINE EST
MONTREAL (QUÉ.) H2Y 1A3

**Laliberté
Lancôt**

**Coopers
& Lybrand**

comptables
agréés

membre du
cabinet
Coopers & Lybrand
(International)

630, boulevard Dorchester ouest
Montréal (Québec) H3B 1W5
(514) 875-5140

fondé au Québec en 1910

ROLM

CANADA

RICHARD TREMBLAY
Directeur Régional

490 Chemin du Golf, Ile des Soeurs, Verdun, Québec, H3E 1A8, (514) 766-7800

WEISS, BRAZEAU, GAUVIN, DUMAIS & ASSOCIÉS

COMPTABLES AGRÉÉS/CHARTERED ACCOUNTANTS

770, rue Sherbrooke ouest Bureau 1100
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél.: (514) 288-2020 Téléc.: 055-61984

Affilié à:

LAVENTHOL & NORWATH
Société nationale



Montréal
Toronto
Winnipeg
Calgary
Vancouver

Membre de:

Horwath & Horwath
international

avec bureaux affiliés
à travers le monde

Maheu Noiseux

COMPTABLES AGRÉÉS

2 COMPLEXE DES JARDINS BUREAU 2600
C.P. 153, MONTREAL, H5B 1E8

TÉL. (514) 281-1555
TÉLÉX. 055-60917

BUREAUX À OTTAWA, HULL, HAWKESBURY, ROUYN,
VAL D'OR, AMOS, LASABRE, TIMMINS,
MONTREAL, LAVAL, QUEBEC - STE ROY, LEVIS,
SAINT ANSELME, MONCTON, CAMPBELLTON
ET FORT LAUDERDALE

SOCIÉTÉ NATIONALE MAHEU NOISEUX COLLINS BARROW
BUREAUX À VANCOUVER, CALGARY, EDMONTON, WINNIPEG,
TORONTO, HALIFAX ET AUTRES VILLES DU CANADA
REPRÉSENTATION DANS LES GRANDS
CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

infocentre

JEAN-PIERRE THÉORET
JEAN-PIERRE MARTIN
CHRISTIAN CADIEUX



**HEWLETT
PACKARD**

- Services Bureau
- Distributeur d'équipement
- Micro ordinateur

3100 CÔTE VERTU, SUITE 390
VILLE SAINT-LAURENT (QUÉBEC, CANADA)
H4R 2J8 — MONTREAL (514) 337-1442 — TORONTO (416) 678-1841



**RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
& ASSOCIÉS**

Comptables agréés

Bureaux dans les principales villes du Québec.
Représentation au Canada et dans plus de 60 pays.



QUEFORMAT LTEE

591 LE BRETON
LONGUEUIL, P.Q.
J4G 1R9

NORMAND DION INC.

PRÉSIDENT

ETUDES GEOTECHNIQUES
CONTROLE DES MATERIAUX

TEL. 674-4901

**PETRIE
RAYMOND**
COMPTABLES AGRÉÉS

Représentation internationale
JCI Worldwide

1320 BOUL. GRAHAM, BUREAU 301, MONTREAL, QUEBEC H3P 3C8 (514) 342-4740

diplômés-auteurs

Réussir ses études

Jacqueline Avaré

Psychologie 1963 et 1967

Francine Boucher

Psychologie 1969

Les éditions de Mortagne,
360 pages, 16,95\$

Certains étudiants rencontrent des difficultés d'adaptation parce qu'ils ne possèdent pas les outils du métier qu'ils pratiquent; ils manquent d'autonomie personnelle dans la conduite de leur vie et ne maîtrisent pas les méthodes du travail intellectuel.

Cet état de fait ne suscite guère l'étonnement, car les objectifs éducatifs traditionnels visent plus souvent l'acquisition de connaissances que le développement d'habiletés d'apprentissage.

Ce livre a pour but d'aider l'étudiant, et même l'homme d'affaires ou toute personne qui désire s'améliorer, à développer sa compétence.

De la comptabilité analytique à la comptabilité de management

Réjean Brault (auteur principal)

H.E.C. 1958

Les presses de l'Université
Laval, 1984
673 pages, 40,00\$

Ce volume est la nouvelle édition du manuel *Comptabilité analytique*, le premier à traiter de ce sujet en français en Amérique du Nord.

Les auteurs du livre ont conçu cet ouvrage dans le but de répondre le mieux possible aux besoins des établissements d'enseignement préparant aux carrières de comptable et d'administrateur.

Le droit à l'éducation élémentaire publique au Québec

Hélène Côté

Droit 1977, 1983

Les éditions Yvon Blais, Inc., 1984
269 pages

Me Côté tente d'évaluer le contenu réel du droit social que serait le droit à l'éducation en cherchant à établir dans quelle mesure le droit positif le matérialise - ce qui en révélera, par le fait même, la portée véritable. Cet ouvrage vise également à établir l'existence d'un droit portant sur l'éducation élémentaire publique en droit positif québécois.

Mathematical approach to pattern and form in plant growth

Roger V. Jean

Mathématiques 1968, 1970

Les éditions John Wiley & Sons, Inc., 1984
240 pages, 54,50\$

L'auteur présente les derniers développements ainsi que les résultats recueillis depuis 1830. Il couvre le matériel de base pour l'étude de la vie végétale.

Maigrir par le contrôle des émotions

Dr Maurice Larocque

Médecine 1969

Les éditions Québecor, 1984
185 pages

Dans cet ouvrage, l'auteur nous explique par des cas vécus ce qu'est la boulimie, cette envie constante de nourriture qui tenaille sans rime ni raison apparente.

Il nous dit le rôle joué par les différentes sortes de pensées dans notre comportement, surtout au niveau de l'alimentation, et pourquoi chaque fois que nous subissons un «choc» émotionnel, nous sommes pris d'une inexplicable fringale.

Le docteur Larocque nous explique les étapes du traitement qu'il suggère.

Canadian trade marks Act annotated, Robic-Léger

Me Jacques A. Léger

Droit 1967

Me Hugues G. Richard

Droit 1970

Les Éditions Richard DeBoo,
1984
75,00\$

Publication détaillée sous forme de feuilles mobiles mises à jour, constituant une source unique d'exploration des origines, buts et applications de la Loi sur les marques de commerce, le tout accompagné de commentaires éditoriaux et de la jurisprudence pertinente.

Ce volume contient également des références à plus de 1500 causes de jurisprudence et approximativement 600 décisions du registraire du Bureau des marques de commerce, ainsi qu'une liste comparative de marques qualifiées comme causant ou non de la confusion.

Référendum Bibliographie québécoise

Josiane Moulayr Ouerghi

Bibliothéconomie 1979

Carmen Villemaire

Bibliothéconomie 1979

Les Éditions Bergeron, Inc.
25,00\$

Mai 1980. Un événement majeur pour tous les Québécois qui doivent décider de leur avenir politique sur une proposition de leur gouvernement: c'est le référendum.

Cette bibliographie comporte deux grandes parties: premièrement, les monographies, les brochures et les numéros spéciaux de périodiques regroupés par ordre al-

phabétique d'auteurs; deuxièmement, les articles de périodiques et de journaux regroupés selon des descripteurs.

La Cour suprême en bref

Robert Décary

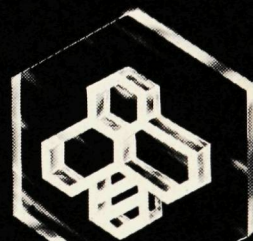
Droit 1966

Les éditions Yvon Blais, Inc.,
1984

Abonnement annuel: 125,00\$

Cette publication est le premier ouvrage, en langue française, qui soit consacré aux travaux de la Cour suprême du Canada et qui soit publié, sur une base périodique, au fur et à mesure que des arrêts sont rendus.

la caisse populaire desjardins



UNE PRÉSENCE
ATTENTIVE AUX
BESOINS FINANCIERS
DE LA COLLECTIVITÉ



La Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

vie universitaire

Recruter pour l'avenir

Encouragée par le succès remporté en septembre 1984 avec l'opération «Une place pour vous», l'Université de Montréal entend poursuivre dans cette voie afin d'accueillir de plus en plus d'étudiants et ce, malgré la précarité de sa situation financière.

En 1984-1985, l'objectif a été largement dépassé puisque l'Université a augmenté sa clientèle étudiante à plein temps de 8,7%. Ce pourcentage s'élève à plus de 16% si on tient compte des étudiants à temps partiel.

«L'Université de Montréal compte admettre un nombre au moins égal d'étudiants en septembre 1985» a affirmé le vice-recteur aux études, M. Jean-Pierre Wallot, qui n'a toutefois pas chiffré ce nouvel objectif.

Un renversement de tendance

La forte augmentation d'étudiants réguliers à plein temps en 1984-1985 marque un renversement de tendance par rapport aux années antérieures alors que l'accroissement des clientèles se faisait surtout sentir chez les étudiants adultes à temps partiel. Si des facteurs socio-économiques peuvent expliquer ce revirement, les efforts faits par l'Université pour se rendre plus accessible y ont aussi contribué, pense M. Wallot. Selon lui, l'analyse des statistiques de l'admission à l'automne 1984 révèle des phénomènes intéressants.

Les secteurs en hausse

Ainsi, on remarque une augmentation de 26,5% des clientèles dans les secteurs liés directement au virage technologiques, notamment la physique, la chimie et l'informa-

tique. Dans les secteurs pluridisciplinaires comme mathématiques-informatique et mathématiques-physique, l'accroissement a été de 25,7% pour le premier et de 123% pour le second.

Dans le domaine des sciences de la santé, la Faculté des sciences infirmières a accueilli 51% d'étudiants et d'étudiantes de plus et le Département d'éducation physique, 7,8%.

Même la Faculté de médecine, fortement contingente, a réussi à marquer des points. Grâce aux efforts de ses départements, de nutrition et d'ergothérapie, elle voit sa clientèle étudiante s'accroître de 13,9%.

Des hausses moindres, mais tout de même significatives, sont à noter en médecine dentaire (7,7%) et en médecine vétérinaire (8,2%).

En sciences sociales, les augmentations ont été marquées surtout en sciences économiques (18,4%), en science politique (14%) et en sociologie (9,4%).

Dans le domaine des disciplines d'intervention dans la société, plusieurs départements de la Faculté des arts et des sciences affichent un accroissement de population étudiante; il s'agit de service social (19%), relations industrielles (10,1%), criminologie (6,5%) et communication (46%).

Le secteur des arts et des lettres a aussi attiré plus d'étudiants avec une augmentation de 47% dans le seul Département d'études anciennes et modernes.

«C'est que les étudiants, a expliqué M. Wallot, n'oublient pas que la production technique ne constitue pas toute la société. Il faut aussi s'orienter vers la production de symboles et de concepts qui hu-



manisent la société dans laquelle nous vivons. D'ailleurs, l'économie devient de moins en moins liée à la production d'objets matériels et de plus en plus à la production de symboles et d'information, et ce tant aux États-Unis qu'au Canada et au Québec.»

Dépasser la morosité

Malgré la crise actuelle et la «morosité sociale», l'Uni-

versité de Montréal entend dépasser le contexte conjoncturel pour continuer à bâtir le Québec par la scolarisation du plus grand nombre possible de Québécois, a poursuivi le vice-recteur. Il a souligné la grande souplesse des associations de disciplines par des combinaisons de majeurs et de mineurs et l'existence de baccalauréats spécialisés plus ouverts entre facultés, voire même entre universités.

Dans les domaines prioritaires, M. Wallot a rappelé la mise en oeuvre d'un plan visant à doubler, en 5 ans, la population étudiante en informatique. Il a aussi annoncé la récente décision du Comité exécutif d'élargir de 55 à 110 le contingentement en biochimie, secteur fondamental dans le développement des biotechnologies.

L'or gris

«Le rôle des universités, et de la nôtre en particulier, a déclaré M. Wallot, est de produire une main d'oeuvre hautement spécialisée mais aussi de former des hommes et des femmes dotés d'un esprit critique qui leur permette de dépasser le court terme, de s'ajuster aux nombreux emplois différents qu'ils devront occuper au cours de leur carrière, voire de les créer.»

C'est pourquoi l'Université de Montréal refuse de ne privilégier que quelques disciplines «élues par les technocrates de l'heure».

«Elle doit viser plutôt, a conclu le vice-recteur, à maximiser toutes nos ressources intellectuelles, cet «or gris» qui constitue désormais, dans une économie de plus en plus dématérialisée et de plus en plus liée aux ressources intellectuelles, la matière première la plus précieuse, nécessaire au développement du Québec. Les industries de tous ordres s'établiront là où se concentre cet «or gris».

(Forum)

vie universitaire

René Racine de retour à l'Observatoire



Le premier directeur de l'Observatoire du mont Mégantic, René Racine, est de retour à la direction de l'Observatoire qu'il a fondé, après avoir dirigé pendant quatre ans le télescope Canada - France - situé au sommet du mont Mauna Kea, à Hawaï.

En effet, le Conseil de l'Université de Montréal vient de nommer récemment M. Racine à ce poste pour un mandat de quatre ans. Rappelons que M. Racine est professeur titulaire au Département de physique de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, tout comme M. Serge Demers qui fut directeur de l'Observatoire de 1980 à 1984.

L'Observatoire du mont Mégantic, inauguré en septembre 1978, est un laboratoire de recherche en astronomie optique appartenant à l'Université de Montréal et administré en collaboration avec l'Université Laval.

Crise financière: des chiffres

«Il est profondément injuste et tout à fait inacceptable que l'Université de Montréal soit ainsi condamnée à vivre dans un état de sous-financement chronique. Elle a déjà dépassé la limite des possibilités de compression de ses dépenses. Les sacrifices exceptionnels — peut-être inégalés dans le monde universitaire — qu'elle s'est imposés depuis trois ans ne peuvent être poursuivis plus longtemps. Sa situation financière ne pourra que s'aggraver si le gouvernement n'ajuste pas sa base de financement.»

C'est en ces termes que le recteur de l'Université, Paul Lacoste, s'en est pris, à l'occasion de la présentation du rapport annuel de l'Université de Montréal, à la politique gouvernementale de compressions budgétaires.

Déficit sur déficit

Rappelons que le programme de réduction des subventions de fonctionnement des universités, que le ministère de l'Éducation applique depuis 1980-1981, a eu pour conséquence de réduire la base annuelle de financement de l'Université de Montréal de plus de 30 000 000 \$. Cette somme représente une diminution d'environ 19,8% de la subvention de fonctionnement. Quant à l'exercice financier 1983-1984, il s'est soldé par un déficit de 4 502 000 \$.

Malgré les compressions effectuées dans les dépenses,

l'Université s'est retrouvée ainsi avec un déficit accumulé de près de 7 000 000 \$ au 31 mai 1984. Plus inquiétant encore: on prévoit que le déficit accumulé s'élèvera à 16 000 000 \$ à la fin du présent exercice financier. C'est dire que la situation financière de l'Université de Montréal, déjà très critique, ne peut que s'aggraver au point de mettre en péril non seulement ses fonctions les plus importantes, l'enseignement et la recherche, mais aussi sa capacité de faire face à ses obligations financières.

Des profs qui vieillissent

Conséquence directe des problèmes budgétaires, le vieillissement du corps professoral continue d'être un problème fort préoccupant pour l'avenir de l'Université. L'âge moyen des professeurs est de 45,5 ans et seulement 10% d'entre eux ont moins de 35 ans. En fait, la plus grande concentration des professeurs se trouve dans le groupe d'âge de 40 à 49 ans. «Comme nous ne nommons pratiquement plus de jeunes professeurs, notre situation est dramatique, déplore le recteur Lacoste; plus encore, elle se dégradera rapidement et de manière difficilement réversible si l'Université n'obtient pas du ministère de l'Éducation les moyens de préparer la prochaine génération de professeurs.»

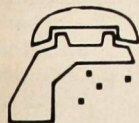
Outre le vieillissement du corps professoral, les compressions se sont traduites depuis trois ans par une réduction de 120 postes de professeurs, par une diminution du nombre de

chargés de cours correspondant à 50 autres postes de professeurs, et par une réduction de 403 postes de l'effectif du personnel non enseignant.

Deux bonnes nouvelles

À la suite d'études récentes portant sur l'année 1982-1983, il y a tout lieu de croire que l'Université de Montréal, compte tenu de la nature particulière de ses nombreux programmes d'étude et de ses obligations en matière de formation professionnelle, est la plus productive des universités québécoises en ce qui touche les activités d'enseignement. Ainsi, son ratio étudiants professeurs est le plus élevé de tous: il dépasse même de 100% l'université où le rapport est le plus faible.

Par ailleurs, les fonds de recherche ont encore augmenté de façon importante au cours de la dernière année. L'Université et ses écoles affiliées ont affecté 47,9 millions de dollars à la recherche, comparativement à 40,8 millions l'année précédente, ce qui représente une augmentation de 17,4%. À ces fonds de recherche, on doit ajouter une somme de 24,3 millions de dollars administrés par les hôpitaux et les instituts affiliés à l'Université de Montréal. C'est donc un montant global de 72,2 millions que nos chercheurs ont obtenu, comparativement à une somme de 62,5 millions l'année précédente: cela représente une augmentation de 15,5%.

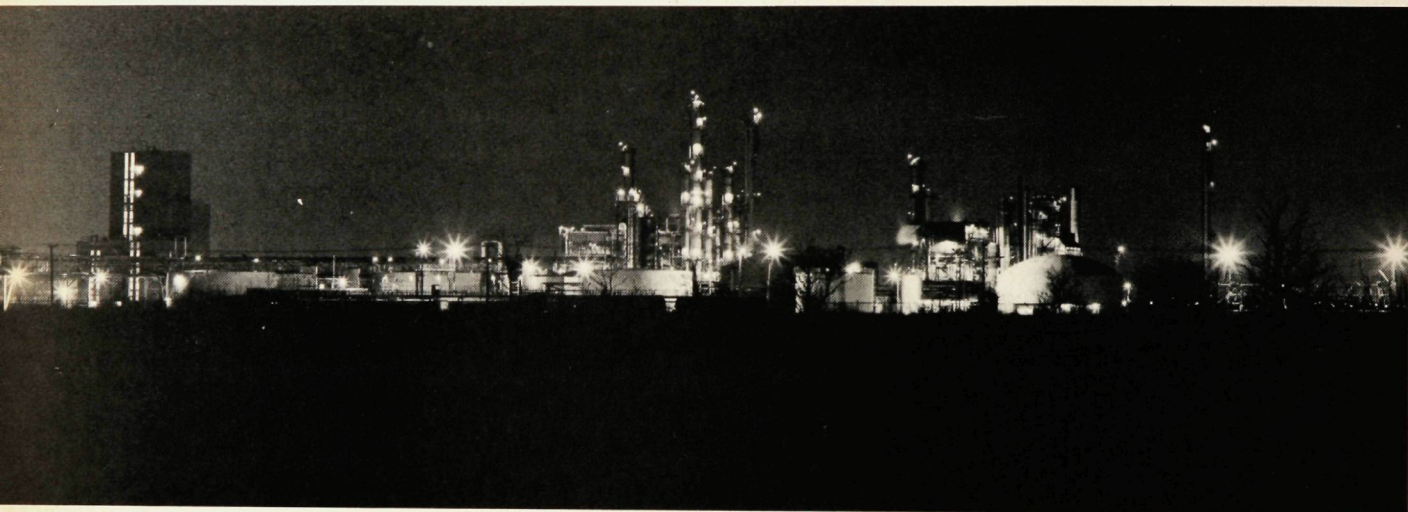


INCOTEL®

Incotel est la plus importante compagnie d'interconnexion québécoise. Elle compte plusieurs centaines de clients dont Proctor & Gamble, Consolidated Bathurst, Continental Can, Kruger, Clairol, Domtar, Pilon, Perrette, etc. Incotel ne distribue que des produits "haut de gamme": **SL1** (Northern), **SD-192**, **Saturn** (Siemens), **System 3100** (ITT), **Ultracom**, **Ultrakey** (Tie). Ces produits peuvent répondre aux besoins de toute entreprise réquerant entre 3 et 1000 téléphones.

AVANT DE SIGNER UN CONTRAT AVEC BELL CANADA, appelez-nous au (514) 335-2555 pour une étude de vos besoins et une recommandation.

la recherche



Aux sources du «miracle japonais»

La montée au Japon d'un système capitulo-industriel, après le changement de régime politique en 1868 dans ce pays, s'est faite de façon bien différente que dans les pays occidentaux. Elle prend sa source dans une tradition socio-culturelle qui lui est propre. C'est là l'idée

que développe l'anthropologue Bernard Bernier qui a analysé les origines et les développements du capitalisme industriel au Japon et l'expansion commerciale de cet État, du 13^e siècle à 1945.

Dans une approche à la fois comparative, historique et globale, le chercheur souligne que le capitalisme a été une «invention» externe utilisée par les dirigeants nippons (de

tradition féodale «samuraï»), pour se défendre contre les dangers de l'impérialisme occidental. Ce qu'ils voulaient défendre, c'est ce qu'ils considéraient comme l'essence de leur pays: la croyance dans le statut divin de l'empereur, l'acceptation par tous de la hiérarchie, donc l'obéissance et la loyauté de tous les inférieurs envers les supérieurs. L'industrie japonaise fut ainsi implantée, marquée

par l'étroite coopération entre État et entreprises. Centrée sur des fabrications d'armement, elle compensait les mauvaises conditions de travail par des appels au patriotisme et aux vertus japonaises d'obéissance et de loyauté.

L'étude de Bernard Bernier fera l'objet d'un livre en deux tomes, le second couvrant le Japon de l'après-guerre.



Micro-informatique chez soi

La vogue des micro-ordinateurs à usage domestique ne pourra se développer au maximum que si les usagers accèdent à l'une des possibilités les plus prometteuses de ces appareils: l'utilisation des banques de données, disent Claude Chriqui et Claude Schnéegans, des H.E.C.

Les auteurs de la recherche observent que la plupart des programmes sur le marché destinés aux particuliers sont rarement axés sur le traitement de données. L'utilisateur doit alors stocker ces données lui-même, donc en faible quantité (à

l'exclusion des «vérificateurs d'orthographe» des systèmes de traitement de texte).

Pour une utilisation optimale de la «micro» à domicile, Chriqui et Schnéegans suggèrent la mise à la disposition du public de disquettes de 10 méga-octets (au lieu du demi-mégabyte actuel qui limite les capacités de stockage) et des possibilités de transmission par câble vidéo de bits d'information, grâce à quoi les particuliers pourront emmagasiner les données dont ils ont besoin, selon le concept du «temps partagé à l'envers». Des compagnies de distribution par câble sont prêtes à fournir ce service qui relancerait le marché, actuellement à la baisse, de l'informatique chez soi.

la recherche

Donner leur part aux adultes

Dans les universités canadiennes, les étudiants «adultes» (personnes âgées de 25 et plus) inscrits au premier cycle représentaient, en 1981-1983, plus du tiers (37%) des effectifs. Au Québec, la moitié des inscriptions proviennent d'étudiants «adultes», dit Pierre Paquet, directeur de la recherche à la Faculté de l'éducation permanente, dans un rapport destiné au Conseil des ministres de l'éducation du Canada.

Le chercheur insiste sur le fait que quatre adultes sur cinq s'inscrivent à temps partiel. Si l'on observe des progrès

longs mais soutenus pour ouvrir l'accès de l'université aux adultes qui ne remplissent pas les conditions normales d'admission, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir afin que ceux-ci réussissent, à l'instar des autres étudiants, à accumuler le nombre de crédits voulus, menant à des grades universitaires.

Les tenants de l'éducation permanente, dit Pierre Paquet, ne sont pas les seuls à souhaiter que le système universitaire s'adapte à une société en mutation. Il reste beaucoup à faire pour vaincre les résistances de nombre d'universitaires à des changements réclamés de toutes parts. Toutefois, les universités ne sauraient à elles seules renverser la situation.

Où vont les sciences sociales?

L'économiste André Raynauld a fait part de ses réflexions sur la recherche en science sociale au cours d'une conférence donnée devant le Conseil des sciences du Canada.

Parmi les lacunes qu'il a relevées, le professeur Raynauld a souligné l'absence de tout bilan global de l'activité des chercheurs, le recul de la recherche universitaire (la valeur réelle des dépenses dans ce domaine a baissé de 24% entre 1971 et 1983, notamment dans les universités où se fait la majorité des travaux de recher-

che). Il a indiqué que le nombre de professeurs en sciences sociales, qui a été multiplié par quatre au cours des années 60, est demeuré à peu près le même entre 1976 et 1982.

Les destinations des résultats de la recherche étant diversifiées, André Raynauld note aussi que les gouvernements n'ont pas le monopole de la définition des priorités collectives de la recherche.

La communauté peut-elle influencer les décisions quant au financement de la recherche? Oui, dit-il. Et il faut aussi que les organismes subventionnaires s'intéressent plus qu'ils ne le font à l'usage des sommes versées et que les scientifiques eux-mêmes ne négligent pas d'évaluer leur production, leurs performances et leur contribution à l'avancement de connaissances.

Comment logent les Haïtiens à Montréal?

En 1971, il y avait 3 000 Haïtiens à Montréal. Dix fois plus en 1981. Ces immigrés, la plupart des ouvriers et ouvrières, résident principalement à Montréal-Nord, Saint-Léonard et les quartiers voisins de Montréal. La presque totalité des ménages haïtiens, composés aux trois quarts de 4 personnes ou plus, sont locataires dans des immeubles à appartements. Ils y vivent principalement au sous-sol ou au deuxième étage.

Ce sont là quelques-unes des données d'une enquête de

Francine Berneche et Jean-Claude Martin, du Centre de recherche Caraïbes, qui visent à décrire la situation de la population haïtienne de Montréal en ce qui concerne la recherche d'un logement et les conditions liées à l'habitat.

La majorité des personnes interrogées ont affirmé que la couleur de leur peau et leur accent leur ont causé des difficultés à trouver où se loger. Les auteurs de la recherche la poursuivent en analysant comment les préjugés et les pratiques racistes peuvent affecter le choix résidentiel des Haïtiens devenus Montréalais.

Louis-Martin Tard



media-services inc.
6279 BOULEVARD COUTURE
SAINT-LÉONARD H1P 2G7
(514) 323-9840

MARCEL PINSONNAULT — MICHEL LALONDE

MEMBRE ASSOCIATION CANADIENNE DU MARKETING DIRECT

- PLANIFICATION DE CAMPAGNE
- FABRICATION DE FICHIER INFORMATIQUE
- LOCATION DE LISTES D'ADRESSES
- ADRESSAGE MÉCANIQUE
- INSERTIONS MÉCANIQUES
- TRI POSTAL CANADA — U.S.A.
- LIAISON QUOTIDIENNE AVEC LE SYSTÈME POSTAL AMÉRICAIN



campagne des années 80

Fait sans précédent, l'objectif assigné à la «famille universitaire» dans le cadre de la campagne des années 80 a été dépassé. En effet, nous avons réussi à recueillir plus de 3 000 000 \$ parmi les membres de ce groupe, composé des diplômés, des professeurs et du personnel de l'Université.

Alors que cette campagne de cinq ans est sur le point de se terminer, je veux m'adresser tout particulièrement à celles et à ceux que notre appel n'a pas encore rejoints.

Persuadé que vous saisissez la nécessité d'appuyer notre *alma mater* dans la réalisation de sa mission, je vous invite à vous joindre aux 12 000 consoeurs et confrères qui ont contribué à cette campagne dont le produit servira à doter l'Université de ce supplément de ressources qui lui est nécessaire pour se maintenir au plus haut niveau d'excellence dans l'enseignement et la recherche.

Vous pouvez, mieux que quiconque, comprendre le caractère essentiel du rôle d'une université dans une société moderne comme la nôtre et la nécessité de l'appuyer financièrement à une époque où les subventions gouvernementales ne suffisent plus. Inutile de rappeler que c'est grâce à l'appui des collectivités dans lesquelles elles oeuvrent que les grandes universités nord-américaines ont réussi à se développer et à assurer leur rayonnement.

Si vous n'avez pas déjà versé votre contribution, je vous invite à le faire dès maintenant; je vous en remercie de tout coeur à l'avance car vous vous rendez ainsi un service à vous-même et aux générations qui vous suivront.

Jean-Claude Delorme
(droit 1959)





Il y a 5 000 ans, les Sumériens écrivaient leurs messages sur des tablettes d'argile. Certaines étaient même glissées dans des enveloppes, également en argile.

“...le globe s’est contracté,
spatialement, jusqu’à n’être plus
qu’un seul immense village”

Marshall McLuhan
*La Galaxie Gutenberg**

Dans l’Antiquité, même les messagers les plus rapides pouvaient prendre des semaines pour parvenir à destination.

Depuis, les choses ont changé; à l’ère de l’électronique, Téléglobe Canada permet aux Canadiens de transmettre leurs messages aux quatre coins de la planète en une fraction de seconde.

En effet, il est maintenant aussi facile de joindre quelqu’un à l’autre bout du monde que de communiquer avec son voisin de palier.

Simple en apparence, les télécommunications reposent en fait sur un vaste réseau constitué de satellites et de câbles sous-marins qui relie les continents.

Grâce à Téléglobe Canada, qui exploite la partie canadienne de ce réseau, les Canadiens ont le bout du monde au bout du fil.

**Teleglobe
Canada** 
rapproche les gens et les continents



**TRUST
GÉNÉRAL**

REÉR

Info-REÉR

Vol. 1, N° 1 - Novembre 1984

Comment utiliser Info-REÉR

Voici le premier numéro d'Info-REÉR. Ce bulletin est spécialement conçu pour vous aider à mieux comprendre les REÉR.

1. Quelles données doit être la répartition entre les divers placements dans mon REÉR?

2. Quelles sont les restrictions applicables dans mon cas?

Voici quelques-unes des questions que vous pouvez poser à votre conseiller financier. Elles sont classées par ordre d'importance.

La répartition des placements dans un REÉR est une décision importante. Elle doit être basée sur vos besoins, votre horizon de placement et votre tolérance au risque.

Considérations fiscales

Il importe aussi de tenir compte des aspects fiscaux de votre REÉR. Les contributions sont déductibles de vos revenus imposables.

Les distributions sont imposées à l'échelle de l'individu qui reçoit les fonds.

Il faut également savoir que les gains de capital réalisés par un REÉR sont exonérés de taxes.

La Stratégie Trust se propose de fournir au moins deux fois l'an un document d'information à l'attention des détenteurs actuels et futurs qui désirent enregistrer d'épargne-retraite (REÉR).

Ce document vous aidera à déterminer la répartition optimale entre les divers placements possibles dans un REÉR, compte tenu de votre situation et de vos objectifs personnels.

À court terme, l'enregistrement du REÉR repose dans l'ensemble d'abord sur la suite des opérations de cotisations et d'investissements de plus en plus importants qui seront effectués dans le REÉR.

Une fois l'enregistrement effectué, il est important de surveiller de près l'évolution du REÉR. Il faut donc considérer l'ajustement continu de la répartition des placements.

Le Trust Général vous aide à mieux comprendre les REÉR.



Sept-Îles
690, boul. Laure
(418) 968-1830

Chicoutimi
494, Champs-Élysées
(418) 549-6490

Rimouski
12, Saint-Germain Est
(418) 724-4106

Québec
1091, chemin Saint-Louis
(418) 688-0630

Lévis
Les Galeries Chagnon
(418) 833-4450

Trois-Rivières
1350, Royale
(819) 379-7230

Montreal/University
1100, University
(514) 871-7200

Montreal/Place Ville-Marie
Galerie des Boutiques
(514) 861-8383

Outremont
1, Vincent d'Indy
(514) 739-3265

Ville Mont-Royal
Centre Rockland
Niveau 2
(514) 341-1414

Laval
Place du Carrefour
2525, boul. Daniel-Johnson
(514) 682-3200

Hull
120, Promenade du Portage
(819) 771-3227

Filiale:
Sherbrooke Trust
à Sherbrooke
75, Wellington Nord
(819) 563-4011
Place Belvédère
(819) 563-3447
Carrefour de l'Estrie
(819) 563-3331

Gratuit!

Obtenez Info-REÉR du Trust Général.

Le Trust Général a préparé un bulletin qui traite spécifiquement des Régimes enregistrés d'épargne-retraite. Consultez-le pour vous aider à:

- investir judicieusement votre contribution pour 1984;
- établir la diversification idéale dans votre REÉR, compte tenu de votre âge et du capital accumulé;
- déterminer si le REÉR autogéré répond à vos besoins.

Info-REÉR est une publication qui paraîtra au moins deux fois l'an et qui vous est offerte **gratuitement**. Il suffit d'en faire la demande. Et, au besoin, n'hésitez pas à consulter un conseiller du Trust Général. La consultation est gratuite et sans obligation!

Téléphonez ou écrivez à la succursale de votre choix.